



## COMPTES ANNUELS 2006

### **NETBOOSTER GROUP**

Société anonyme au capital de 549 529,50 €

Siège social : 11, rue Dieu - 75010 Paris

418 267 704 R.C.S. Paris

SIRET 418 267 704 00033

# SOMMAIRE

<b>COMPTES SOCIAUX AU 31.12.2006.....</b>	<b>6</b>
<b>BILAN AU 31.12.2006.....</b>	<b>7</b>
<b>COMPTE DE RÉSULTAT AU 31.12.2006.....</b>	<b>9</b>
<b>TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE .....</b>	<b>10</b>
<b>ANNEXES AUX COMPTES SOCIAUX DU 31.12.2006 .....</b>	<b>11</b>
1 PRESENTATION DE L'ACTIVITE .....	11
2 FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE.....	11
3 PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES.....	12
3.1 Immobilisations incorporelles .....	12
3.2 Immobilisations corporelles.....	13
3.3 Immobilisations financières.....	13
3.4 Stocks .....	13
3.5 Créances clients et comptes rattachés .....	14
3.6 Opérations, créances et dettes en devises.....	14
3.7 Valeurs mobilières de placement .....	14
3.8 Reconnaissance du chiffre d'affaires .....	14
3.9 Provision pour risques et charges .....	15
3.10 Reconnaissance d'opérations en résultat exceptionnel.....	15
3.11 Indemnités de fin de carrière– Droits individuels à formation .....	16
3.12 Instruments financiers.....	16
4 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES.....	16
4.1 Immobilisations incorporelles.....	16
4.2 Immobilisations corporelles.....	17
4.3 Immobilisations financières.....	18
4.4 Créances clients et comptes rattachés .....	20
4.5 Autres créances .....	20
4.6 Trésorerie .....	21
4.7 Charges constatées d'avance .....	21
4.8 Détail des produits à recevoir (224 616 €).....	21
4.9 Capitaux propres .....	22
4.10 Information financière réduite à une seule action .....	23
4.11 Provisions pour risques et charges .....	24
4.12 Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit.....	24
4.13 Dettes financières.....	25
4.14 Dettes fournisseurs et comptes rattachés.....	25
4.15 Dettes fiscales et sociales .....	25
4.16 Autres dettes.....	26
4.17 Produits constatés d'avance (684 600 €).....	26
4.18 Détail des charges à payer (635 154 €) .....	27
4.19 Analyse du chiffre d'affaires.....	28
4.20 Autres produits d'exploitation.....	28
4.21 Résultat financier.....	29
4.22 Résultat exceptionnel.....	29
4.23 Déficit fiscal reportable .....	30
4.24 Membres des organes d'administration et de direction .....	30
4.25 Tableau des filiales .....	31
4.26 Créances, dettes, produits financiers avec les entités liées.....	32
4.27 Sûretés réelles consenties et engagements hors bilan .....	32
5 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE.....	33
5.1 Lancement d'un emprunt obligataire convertible en actions à souscription réservée.....	33
5.2 Acquisition de la société italienne ADVance Srl .....	34

<b>COMPTES CONSOLIDES AU 31.12.2006</b> .....	<b>35</b>
<b>BILAN CONSOLIDE AU 31.12.2006</b> .....	<b>36</b>
<b>COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDE AU 31.12.2006</b> .....	<b>38</b>
<b>TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE</b> .....	<b>39</b>
<b>NOTE SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE</b> .....	<b>40</b>
<b>ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS DU 31.12.2006</b> .....	<b>42</b>
1 PRESENTATION DE L'ACTIVITE .....	42
2 FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE .....	42
3 PRINCIPES ET METHODES DE CONSOLIDATION .....	43
3.1 Immobilisations incorporelles .....	44
3.2 Immobilisations corporelles .....	45
3.3 Immobilisations financières .....	45
3.4 Ecarts d'acquisition .....	45
3.5 Stocks .....	45
3.6 Créances clients et comptes rattachés .....	45
3.7 Opérations, créances et dettes en devises .....	46
3.8 Valeurs mobilières de placement – Equivalents de trésorerie .....	46
3.9 Impositions différées .....	46
3.10 Reconnaissance du chiffre d'affaires .....	46
3.11 Provision pour risques et charges .....	47
3.12 Reconnaissance d'opérations en résultat exceptionnel .....	47
3.13 Résultat ramené à une action .....	48
3.14 Indemnités de fin de carrière – Droits individuels à formation .....	48
3.15 Instruments financiers .....	48
3.16 Conversion des états financiers des sociétés étrangères .....	48
4 PERIMETRE DE CONSOLIDATION .....	48
4.1 Variations du périmètre de consolidation .....	48
4.2 Périmètre de consolidation .....	49
4.3 Exclusion du périmètre de consolidation .....	50
4.4 Incidences des variations de périmètre de consolidation sur l'exercice .....	50
5 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES .....	53
5.1 Immobilisations incorporelles .....	53
5.2 Ecarts d'acquisition .....	54
5.3 Immobilisations corporelles .....	56
5.4 Immobilisations financières .....	56
5.5 Titres mis en équivalence .....	57
5.6 Créances clients et comptes rattachés .....	57
5.7 Autres créances .....	57
5.8 Impôts différés actifs .....	58
5.9 Trésorerie – Equivalents de trésorerie .....	59
5.10 Charges constatées d'avance .....	60
5.11 Capitaux propres .....	60
5.12 Information financière réduite à une seule action .....	63
5.13 Provisions pour risques et charges .....	63
5.14 Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit .....	64
5.15 Dettes financières .....	64
5.16 Dettes fournisseurs et comptes rattachés .....	64
5.17 Dettes fiscales et sociales - Autres dettes .....	65
5.18 Produits constatés d'avance (971 433 €) .....	65
5.19 Analyse du chiffre d'affaires et de la marge brute .....	66
5.20 Autres produits d'exploitation .....	66
5.21 Résultat financier .....	67
5.22 Résultat exceptionnel .....	67
5.23 Charges d'impôts sur les bénéfices (845 661 €) .....	68

5.24	Contribution des sociétés intégrées aux résultats consolidés/part du groupe .....	70
5.25	Membres des organes d'administration et de direction .....	71
5.26	Sûretés réelles consenties et engagements hors bilan .....	71
6	EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DES COMPTES CONSOLIDES.....	72
6.1	Lancement d'un emprunt obligataire convertible en actions à souscription réservée.....	72
6.2	Acquisition de la société italienne ADVance Srl .....	72

## **RAPPORT DE GESTION SUR LE GROUPE ET LES COMPTES CONSOLIDES DE NETBOOSTER** ..... 73

## **RAPPORT DE GESTION SUR L'ACTIVITE ET LES COMPTES SOCIAUX DE NETBOOSTER .... 73**

1	ACTIVITE DE LA SOCIETE ET DE SES FILIALES ET EVOLUTION DES AFFAIRES AU COURS DE L'EXERCICE 2006.....	74
1.1	Affaires commerciales .....	74
1.2	Introduction sur le marché Alternext d'Euronext Paris SA .....	74
1.3	Solution de Gestion Intégrée .....	74
1.4	Prises de participations significatives dans les sociétés ayant leur siège social en France ou prises de contrôle de telles sociétés .....	74
1.5	Recherche et développement.....	75
2	FILIALES ET PARTICIPATIONS.....	77
3	RESULTATS DE CETTE ACTIVITE ET SITUATION FINANCIERE AU REGARD DU VOLUME DE LA COMPLEXITE DES AFFAIRES .....	78
3.1	Présentation des comptes – Méthodes d'évaluation.....	78
3.2	Résultats des comptes sociaux.....	78
3.3	Résultats des comptes consolidés.....	81
3.4	Dépenses non déductibles fiscalement.....	82
3.5	Tableau des résultats des cinq derniers exercices .....	82
4	AFFECTATION DU RESULTAT .....	82
5	ACTIVITE DE LA SOCIETE DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE – PERSPECTIVES D'AVENIR.....	83
5.1	Renforcement du Management de la Société.....	83
5.2	Souscription par la Société d'un emprunt obligataire d'un montant de 20.000.000 € auprès d'investisseurs qualifiés .....	83
5.3	Signature d'un protocole d'acquisition de la société Advance .....	83
6	DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES AUXQUELS LA SOCIETE EST CONFRONTEE. ....	84
6.1	Risques liés à l'activité.....	84
6.2	Risques sur la Propriété intellectuelle.....	84
6.3	Risques clients.....	85
6.4	Risques liés aux évolutions technologiques.....	86
6.5	Risques liés à l'organisation de la société .....	86
6.6	Risques de marché .....	87
6.7	Risques liés à la réglementation applicable et à son évolution .....	87
6.8	Assurances et couverture des risques .....	88
6.9	Risques liés au passif et à l'intégration des sociétés acquises .....	88
7	INDICATIONS SUR L'UTILISATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS .....	88
8	PARTICIPATION DES SALARIES AU CAPITAL SOCIAL.....	88
8.1	Etat de la Participation des salariés au capital social (art. 225-102 du code de commerce).....	88
8.2	Augmentation de capital réservée aux salariés dans le cadre d'un plan d'épargne salariale ou d'un plan partenarial d'épargne salariale.....	89
9	INFORMATONS RELATIVES A L'ATTRIBUTION GRATUITE D' ACTIONS.....	90
10	TABLEAU SUR LES DELEGATIONS EN MATIERE D'AUGMENTATION DE CAPITAL.....	90
11	TITULAIRES DE PARTICIPATIONS SIGNIFICATIVES DANS LA SOCIETE .....	92
12	Liste des Mandataires Sociaux et des Mandats Exercés dans toute société par Chacun des Mandataires Sociaux.....	92
12.1	Monsieur Pascal Chevalier .....	92
12.2	Monsieur Stéphane Darracq.....	93
12.3	Monsieur Jean-Pierre Eskenazi .....	93

12.4	Monsieur Emmanuel Brizard.....	93
12.5	Monsieur Bernard-Louis Roques .....	94
12.6	Monsieur Eric Cuong Tong.....	94
13	GOUVERNANCE D'ENTREPRISE ET RAPPORT SUR LE CONTROLE INTERNE .....	95
14	COMMISSAIRES AUX COMPTES .....	95
13.1	Mandat des Commissaires aux Comptes.....	95
13.2	Rémunérations perçues par les Commissaires aux Comptes (L. 820-3) .....	95
15	CONVENTIONS VISEES AUX ARTICLES L. 225-38 ET SUIVANTS DU CODE DE COMMERCE .....	95
16	MODIFICATION DES STATUTS (DECRET DU 11 DECEMBRE 2006) .....	96
17	CONCLUSION .....	96

**RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL ET LE CONTROLE INTERNE..... 97**

1	CONDITIONS DE PREPARATION ET D'ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL.....	98
1.1	Répartition du capital social .....	98
1.2	Composition du Conseil .....	98
1.3	Conditions de préparation des travaux du Conseil d'Administration.....	99
1.4	Conditions d'organisation des travaux du Conseil.....	99
1.5	Restrictions apportées aux pouvoirs du Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués.....	100
2	PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE MISES EN PLACE PAR LA SOCIETE.....	100
2.1	Procédures internes de contrôle et d'autorisation.....	101
2.2	Procédure de Diligence d'Acquisition et d'Intégration des Filiales acquises .....	103
2.3	Procédures externes de contrôle .....	103

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES..... 105**

1	OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDES.....	106
2	JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS.....	106
3	VERIFICATION SPECIFIQUE .....	107

## **COMPTES SOCIAUX AU 31.12.2006**

## BILAN AU 31.12.2006

ACTIF	31-déc-06			NET 31-déc-05
	BRUT	AMORT & PROV	NET	
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
Immobilisations incorporelles	1 136 664	806 698	329 967	237 116
Immobilisations corporelles	883 089	597 613	285 475	262 445
Immobilisations financières	6 627 728	-	6 627 728	315 779
Titres mis en équivalence	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>8 647 481</b>	<b>1 404 311</b>	<b>7 243 170</b>	<b>815 340</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
-				
Stocks et en-cours	3 936	-	3 936	4 540
Clients & comptes rattachés	2 793 996	473 139	2 320 858	1 418 915
Autres créances	858 591		858 591	1 079 171
Valeurs mobilières de placement	2 899 417		2 899 417	615 559
Disponibilités	317 399		317 399	328 888
<b>TOTAL</b>	<b>6 873 339</b>	<b>473 139</b>	<b>6 400 200</b>	<b>3 447 072</b>
<b>Comptes de régularisation et assimilés</b>				
Charges constatées d'avance	114 354		114 354	72 449
Ecarts de conversion - Actif	58 112		58 112	68 407
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>15 693 285</b>	<b>1 877 450</b>	<b>13 815 835</b>	<b>4 403 269</b>

<b>PASSIF</b>	<b>31-déc-06</b>	<b>31-déc-05</b>
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	-	
Capital	549 530	446 686
Primes	7 865 114	2 850 594
Réserves et report à nouveau	- 2 859 365	- 2 996 553
Ecart de réévaluation	-	15 097
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>903 410</b>	<b>122 090</b>
Provisions réglementées	7 727	-
<b>TOTAL</b>	<b>6 466 416</b>	<b>437 915</b>
<b>PROVISION POUR RISQUES &amp; CHARGES</b>	<b>58 112</b>	<b>203 352</b>
<b>DETTES</b>	-	-
Emprunts auprès des établissements de crédit / dettes financières	676 917	231 456
Fournisseurs & comptes rattachés	2 026 325	1 330 749
Dettes sociales et sociales	961 060	716 226
Autres dettes	2 942 281	823 311
<b>TOTAL</b>	<b>6 606 584</b>	<b>3 101 742</b>
<b>Comptes de régularisation et assimilés</b>		
Produits constatés d'avance	684 600	660 261
Ecart de conversion - Passif	123	-
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>13 815 835</b>	<b>4 403 269</b>

## COMPTE DE RÉSULTAT AU 31.12.2006

	31.12.2006	31.12.2005
Chiffre d'affaires	9 740 638	6 700 361
Autres produits d'exploitation	533 930	363 336
<b>Total produits d'exploitation</b>	<b>10 274 568</b>	<b>7 063 697</b>
Achats consommés de marchandises	(604)	(3 200)
Achats et charges externes	(6 862 212)	(4 199 634)
Charges de personnel	(2 026 885)	(1 860 159)
Impôts et taxes	(115 212)	(58 105)
Dotations aux amortissements	(219 107)	(336 448)
Dotations aux provisions pour dépréciation	(39 044)	(24 718)
Dotations aux provisions pour risques et charges	0	0
Autres charges	(12 969)	(165 638)
<b>Total charges d'exploitation</b>	<b>(9 276 033)</b>	<b>(6 647 902)</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>998 535</b>	<b>415 795</b>
Produits financiers	147 882	150 039
Charges financières	(82 110)	(123 622)
<b>Résultat financier</b>	<b>65 772</b>	<b>26 417</b>
<b>Résultat courant</b>	<b>1 064 307</b>	<b>442 212</b>
Produits exceptionnels	173 579	226 349
Charges exceptionnelles	(334 476)	(547 822)
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>(160 897)</b>	<b>(321 474)</b>
Impôts sur les bénéfices	0	1 352
<b>Résultat net comptable de l'exercice</b>	<b>903 410</b>	<b>122 090</b>

## TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

	2006	2005	2004
<b>OPERATIONS D'EXPLOITATION</b>			
<b>Résultat net</b>	<b>903 410</b>	<b>122 090</b>	<b>- 83 239</b>
<i>Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité</i>			
- Amortissements et provisions (1)	82 962	318 230	- 148 036
- Plus-values de cession / concessions d'actif	- 275 000	- 6 859	-
<b>Marge brute d'autofinancement</b>	<b>711 372</b>	<b>433 461</b>	<b>- 231 275</b>
<i>Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité</i>			
- Variation des stocks	- 604	1 340	- 690
- Variation des créances d'exploitation	624 253	39 025	65 934
- Variation des dettes d'exploitation	377 445	85 993	443 098
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations d'exploitation (1)</b>	<b>465 168</b>	<b>479 089</b>	<b>146 579</b>
<b>OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>			
Cessions / concessions d'immobilisations incorporelles	275 000	-	-
Cessions d'immobilisations corporelles	-	151 538	-
Cessions / réductions d'immobilisations financières	32 769	122	-
Développements internes de l'exercice	- 185 696	- 41 714	- 193 131
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	- 54 909	- 3 578	- 6 267
Acquisitions d'immobilisations corporelles	- 95 751	- 8 524	- 24 408
Acquisitions d'immobilisations financières	- 6 344 718	- 58 045	- 3 852
Dettes sur acquisitions d'immobilisations financières	2 702 999	-	-
Avances financières nettes aux filiales	330 474	53 331	-
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissements (2)</b>	<b>- 3 339 832</b>	<b>93 130</b>	<b>- 227 658</b>
<b>OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>			
Augmentations de capital en numéraire (nettes de frais)	4 079 648	368 034	-
Augmentations de capital en nature (nettes de frais)	1 037 716	-	-
Distributions de dividendes	-	-	-
Augmentation des dettes financières	250 000	45 440	47 455
Remboursement des dettes financières	- 300 715	120 267	10 688
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement (3)</b>	<b>5 066 649</b>	<b>293 207</b>	<b>36 767</b>
<b>VARIATION DE TRÉSORERIE (1) + (2) + (3)</b>	<b>2 191 985</b>	<b>865 426</b>	<b>- 44 312</b>
<b>Trésorerie à l'ouverture (4)</b>	<b>854 751</b>	<b>- 10 675</b>	<b>33 637</b>
<b>TRESORERIE A LA CLOTURE (1) + (2) + (3) + (4)</b>	<b>3 046 737</b>	<b>854 751</b>	<b>- 10 675</b>
Valeurs mobilières de placement	2 899 417	615 559	-
Disponibilités et soldes créditeurs de banques	148 535	239 192	- 9 983
Agios à payer	- 1 215	-	- 692
<b>TRESORERIE A LA CLOTURE</b>	<b>3 046 737</b>	<b>854 751</b>	<b>- 10 675</b>

(1) à l'exclusion des provisions sur actif circulant

## ANNEXES AUX COMPTES SOCIAUX DU 31.12.2006

La clôture des comptes annuels au 31 décembre 2006 est caractérisée par les données suivantes :

Total bilan :	13 815 835,45 €
Total des produits :	10 596 029,40 €
Résultat de l'exercice (Bénéfice) :	903 410,23 €

La période recouvre une durée de 12 mois allant du 1er janvier 2006 au 31 décembre 2006.

Les notes ou tableaux qui suivent font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis par le Conseil d'administration.

### 1 PRESENTATION DE L'ACTIVITE

Le Groupe NetBooster est une agence de Marketing Interactif spécialisée dans le conseil stratégique et opérationnel en matière de marketing on line, le référencement sur mesure de sites Internet sur les moteurs de recherche et, la génération et l'optimisation de trafic qualifié à fin de marketing on line.

### 2 FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

- Les effectifs de NetBooster, inscrits en fin de période, sont de 35 personnes au 31 décembre 2006.
- L'exécution, initiée en 2005, du plan de développement des activités commerciales et de production en France et dans les filiales étrangères s'est poursuivie sur l'année 2006 notamment en Espagne.
- Afin de financer son plan de croissance externe, la société NetBooster a engagé un processus d'introduction en bourse par augmentation de son capital sur le marché de cotation Alternext. Cette opération a abouti au cours du mois de juillet 2006 permettant à la société de lever 4 634 250 €.
- Au début de l'exercice 2006, la société NetBooster a acquis une participation de 20 % dans la société REVERSO, agence interactive spécialisée dans la gestion des médias et de l'information publicitaire sur le web.
- Au cours du second semestre 2006, la société NetBooster a pris le contrôle de trois entités :
  - La société TIMETOBUY ayant pour activité le conseil et la gestion en matière d'achat d'espaces publicitaires on line, la création de supports graphiques publicitaires on line et l'animation d'un réseau d'affiliation pour le compte d'annonceurs clients ; cette société a réalisé un chiffre d'affaires de 4 947 981 € sur l'exercice 2006 pour un effectif de 26 personnes au 31 décembre 2006.
  - La société Profil One spécialisée dans les activités d'audit, conception, exploitation de bases de données marketing pour le compte de clients annonceurs ; cette société a réalisé un chiffre d'affaires de 531 235 € sur l'exercice 2006 pour un effectif de 3 personnes au 31 décembre 2006.

- La société Pixidis, créée à la fin de l'année 2006, spécialisée dans le conseil en stratégie e-business notamment dans les domaines d'audit et de définition de stratégies marketing à destination des grands comptes.
- La société NetBooster a lancé au début du troisième trimestre 2006 le développement d'un ERP en faisant appel à une société spécialisée dans ce type de prestations sur mesure. Cet investissement important a impliqué de nombreux salariés de l'entreprise au cours du second semestre de l'exercice y compris dans les tâches de conception détaillée de l'application voire de développement. Les objectifs assignés à cet outil sont ambitieux et comportent notamment, à terme, la gestion intégrée (production, facturation, comptabilité...) de l'ensemble des activités. Les coûts engagés sur ce projet sur l'exercice sont significatifs et s'élèvent à 166 444 €.

### 3 PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux règles de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur en France. Les règlements CRC 2004-06 du 23 novembre 2004 relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs et CRC 2002-10 du 12 décembre 2002 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs, ont été appliqués à compter de l'exercice 2005 sans incidence sur le résultat net et les capitaux propres de la société

#### Principes et méthodes comptables

Les principales méthodes comptables adoptées par la société NetBooster sont les suivantes :

##### 3.1 Immobilisations incorporelles

- Les dépenses de développement engagées par la société NetBooster SA sont inscrites à l'actif immobilisé des Comptes Annuels dès lors que les conditions suivantes sont simultanément remplies :
  - la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente est démontrée ;
  - l'entreprise a l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre ;
  - l'entreprise a la capacité d'utiliser ou de vendre l'immobilisation incorporelle ;
  - l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs (existence d'un marché ou d'une utilité en interne) ;
  - l'entreprise dispose des ressources (techniques, financières et autres) appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation ;
  - l'entreprise a la capacité d'évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

- Les frais de développement comprennent :
  - les salaires, appointements et autres coûts annexes du personnel affecté au développement ;
  - les éventuelles dépenses d'études et de développement sous-traitées à des entreprises extérieures ;
  - les dotations aux amortissements des immobilisations corporelles ou incorporelles affectées de manière exclusive au développement.

Ils font l'objet d'un amortissement linéaire sur 3 ans débutant dès l'exercice d'inscription à compter de la mise en service des outils développés. L'échec des projets de développement se traduit dès sa constatation par l'amortissement exceptionnel définitif des frais de développement correspondants.

- Les dépôts des marques NetBooster, Pages Alias et Référencement figurent au bilan pour leur coût d'acquisition et ne sont pas amortis.
- Les logiciels acquis par la société sont amortis en linéaire sur leur durée prévisible d'utilisation.

### **3.2 Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont présentées à leur coût d'acquisition, diminué d'un amortissement calculé suivant le mode linéaire (L) sur la base de leur durée de vie économique. Les durées d'utilisation appliquées sont les suivantes :

– Agencements et installations :	10 ans (L)
– Matériel de bureau :	de 3 à 5 ans (L)
– Mobilier de bureau :	de 5 à 10 ans (L)

Pour les biens d'investissement acquis à compter du 1er janvier 2006 éligibles à l'amortissement dégressif au plan fiscal, la société constitue un complément d'amortissement par voie dérogatoire.

### **3.3 Immobilisations financières**

Les immobilisations financières correspondent à des titres de participation et des dépôts de garantie enregistrés au bilan pour le montant versé.

Les titres de participation figurent au bilan à leur coût d'acquisition comprenant le prix d'acquisition ainsi que les frais d'acquisition afférents. Ce dernier poste fait l'objet d'une déduction sur le plan fiscal sur 5 ans avec prorata temporis par voie de constitution d'un amortissement dérogatoire.

Lorsque la valeur d'inventaire d'une immobilisation financière est inférieure à son coût d'acquisition ou à sa valeur comptable, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

La valeur d'inventaire des titres de participation a notamment été déterminée en fonction de l'estimation des cash-flows futurs.

### **3.4 Stocks**

La valeur brute des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Si la valeur des stocks (prix de marché ou valeur nette de réalisation) à la date de clôture est inférieure à leur coût, une provision pour dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

### **3.5 Créances clients et comptes rattachés**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale et une provision pour dépréciation spécifique est constituée pour des créances identifiées comme présentant un risque d'irrécouvrabilité totale ou partielle.

Les créances présentant une incertitude ou absence d'information positive d'assurance de recouvrement font également l'objet d'une provision pour dépréciation. Les créances ainsi identifiées, antérieures de plus de 12 mois à la date de clôture font l'objet d'une provision intégrale. Les créances d'antériorité inférieure à 1 an par rapport à la date de clôture font l'objet d'une provision pour dépréciation de 50% ou 100% selon la nature et le niveau du risque identifié (litige déclaré ou absence d'information).

### **3.6 Opérations, créances et dettes en devises**

Les créances et dettes en devises sont converties en cours d'exercice, au cours de change du jour de la transaction (ou en cas d'opérations multiples dans une même devise sur une période donnée au cours de change mensuel moyen) et au cours de clôture à la date d'arrêt des comptes. Dans le cas où une perte de change latente est constatée, une provision pour perte de change est constituée à due concurrence. Les gains latents de change ne sont pas reconnus en profit de la période.

### **3.7 Valeurs mobilières de placement**

Les valeurs mobilières de placement constituées de SICAV sont évaluées à leur coût d'achat. Elles font l'objet d'une provision pour dépréciation lorsque la valeur d'inventaire devient inférieure à la valeur comptable.

### **3.8 Reconnaissance du chiffre d'affaires**

Les ressources de la société proviennent de contrats de prestations

- soit récurrents, typiquement conclus pour une durée initiale d'un an, renouvelables par tacite reconduction ;
- soit à caractère plus ponctuel basés sur la mise à disposition de moyens humains - sous forme de journées hommes - nécessaires à la réalisation de certaines missions d'expertise (activité de Consulting).

Il existe deux types principaux de contrats de prestations récurrentes : l'un concerne les prestations dites de Visibilité / Référencement, l'autre les prestations de génération de trafic dites de P.P.C. (Pay Per Click) et P.L. (Paid Listing) ou Liens Sponsorisés.

Les contrats de Visibilité / Référencement se décomposent en trois phases :

- une phase préalable d'audit nécessaire à la mise en évidence des spécificités des besoins de Référencement du client ;
- une phase de réalisation pendant laquelle est mise en œuvre la prestation ;
- une phase de maintenance pendant laquelle l'entreprise vérifie et valide le maintien de la pertinence du Référencement initial.

Ce chiffre d'affaires est constaté en comptabilité de la manière suivante :

- la phase d'audit et de réalisation, facturée dès la signature du contrat, donne lieu à un étalement sur trois mois (durée théorique de réalisation technique de la prestation) ;
- la maintenance, facturée trimestriellement d'avance, donne également lieu à un étalement sur trois mois en application des règles propres aux prestations continues successives.

Le mois de départ de l'étalement est déterminé comme suit :

- initiation de la prestation en première quinzaine du mois : l'étalement débute le mois même ;
- initiation de la prestation en seconde quinzaine du mois : l'étalement débute le mois suivant la facturation.

Les contrats de P.P.C. et P.L. se décomposent en deux phases :

- une phase de préparation des informations, mots clés ou autres éléments dont les bases de données des clients;
- une phase de suivi pendant laquelle l'entreprise s'assure que la génération de trafic se déroule correctement.

La facturation intervient mensuellement pour les volumes délivrés au cours du mois. Le chiffre d'affaires correspondant est constaté en comptabilité selon la période de livraison du trafic Internet facturé.

### **3.9 Provision pour risques et charges**

#### **3.9.1 Provision pour risques**

##### **Provision pour risques de change**

Les créances et les dettes en monnaies étrangères sont converties et comptabilisées en monnaie nationale sur la base du dernier cours de change.

Lorsque l'application du taux de conversion à la date d'arrêté des comptes fait apparaître une perte latente de change, la société constitue une provision pour perte de change intégrée dans le résultat financier de l'exercice.

#### **3.9.2 Provision pour litiges**

Une provision pour risque est constituée en cas de litige avec les tiers sur la base d'une analyse au cas par cas.

### **3.10 Reconnaissance d'opérations en résultat exceptionnel**

Le résultat exceptionnel comprend, le cas échéant, des éléments extraordinaires correspondant à des opérations ou événements non récurrents d'une importance significative par leur montant.

### 3.11 Indemnités de fin de carrière– Droits individuels à formation

Compte tenu de son montant non significatif (environ 15 000 €) du fait de l'ancienneté moyenne et de l'âge moyen des employés, il n'a pas été comptabilisé de provision pour indemnités de fin de carrière.

Les hypothèses retenues pour l'estimation des engagements ci-dessus sont les suivantes :

- Départ volontaire en retraite à 65 ans
- Taux de progression des salaires : 3,5 % / an
- Taux d'actualisation : 2,5 % / an
- Taux de rotation annuelle : 8 %
- Taux de charges sociales : 45 %

Conformément à la Législation en vigueur, les salariés de la société ont acquis à partir de l'année 2004, des droits individuels à la formation. Ces droits constituent une charge potentielle dont le caractère éventuel ne permet pas de répondre aux critères actuels de reconnaissance des passifs. En conséquence la société ne comptabilise aucune provision à ce titre.

### 3.12 Instruments financiers

La société n'a recours à aucun instrument financier (couverture de change ou couverture de taux).

## 4 **INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES**

### 4.1 Immobilisations incorporelles

Au cours de l'exercice écoulé, la société NetBooster a engagé le développement de divers outils logiciels destinés à améliorer la gestion et le suivi de ses contrats.

Un projet de développement d'un progiciel de gestion intégrée a été lancé en collaboration avec une société spécialisée dans la mise en place et le développement de ce type d'outil. Outre les dépenses externes engagées en 2006 sur ce projet à hauteur de 51 229 €, la contribution des services internes de la société s'est élevée à 115 215 €.

L'ensemble des frais de développement internes portés à l'actif des comptes au cours de l'exercice 2006 s'est élevé à 185 696 €.

Les variations des valeurs brutes s'analysent comme suit:

	01.01.2006	Augmentation	Diminution	31.12.2006
Frais d'établissement	21 023	-	21 023	-
Marques/Frais de dépôts	48 585	-	-	48 585
Logiciels	9 550	168 814 <sup>(1)</sup>	-	178 364
Logiciels développés en interne	831 828	71 791 <sup>(1)</sup>	-	903 619
Logiciels de recherche	4 046	-	-	4 046
Autres droits	2 050	-	-	2 050
<b>TOTAL</b>	<b>917 082</b>	<b>240 605</b>	<b>21 023</b>	<b>1 136 664</b>

<sup>(1)</sup> dont logiciels développés par l'entreprise sur l'exercice : 185 696 €

Les variations des amortissements s'analysent comme suit :

	<b>01.01.2006</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>	<b>31.12.2006</b>
Frais d'établissement	21 023	-	21 023	-
Marques/Frais de dépôts	2 230	1 930	-	4 160
Logiciels	9 330	155	-	9 485
Logiciels développés en interne	643 601	144 723	-	788 324
Logiciels de recherche	3 784	263	-	4 046
Autres droits	-	683	-	683
<b>TOTAL</b>	<b>679 967</b>	<b>147 754</b>	<b>21 023</b>	<b>806 698</b>

#### **4.2 Immobilisations corporelles**

Les variations des valeurs brutes s'analysent comme suit :

	<b>01.01.2006</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>	<b>31.12.2006</b>
Aménagements et installations	467 916	2 500	3 081	467 334
Matériels et mobiliers de bureau	322 503	93 251	-	415 754
<b>TOTAL</b>	<b>790 419</b>	<b>95 751</b>	<b>3 081</b>	<b>883 088</b>

Les variations des amortissements s'analysent comme suit:

	<b>01.01.2006</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>	<b>31.12.2006</b>
Aménagements et installations	243 640	49 709	3 081	290 268
Matériels et mobiliers de bureau	284 333	23 012	-	307 345
<b>TOTAL</b>	<b>527 973</b>	<b>72 721</b>	<b>3 081</b>	<b>597 613</b>

### 4.3 Immobilisations financières

Les variations des valeurs brutes s'analysent comme suit :

	01.01.2006	Augmentation	Diminution	31.12.2006
<b>Participations</b>				
NetBooster ltd	79 656	-	-	79 656
NetBooster webpositioning GMBH	75 000	-	-	75 000
NetBooster Spain SL	3 010	-	-	3 010
Buzz Lemon SARL	3 811	-	-	3 811
Reverso SARL	-	5 272 (1)	-	5 272
TIMETOBUY SA	-	4 861 788 (2)	-	4 861 788
Profil One SAS	-	1 438 358 (3)	-	1 438 358
Pixidis SARL	-	4 080	-	4 080
<b>Total Participations</b>	<b>161 477</b>	<b>6 309 498</b>	-	<b>6 470 975</b>
Prêts	-	20 849	-	20 849
Autres immobilisations financières	154 302	14 371	32 769	135 904
<b>TOTAL</b>	<b>315 779</b>	<b>6 344 718</b>	<b>32 769</b>	<b>6 627 728</b>

(1) dont frais d'acquisition : 1 272 €

(2) dont frais d'acquisition : 110 988 €

(3) dont frais d'acquisition : 38 357 €

Les développements qui suivent décrivent plus particulièrement les acquisitions des titres TIMETOBUY et PROFIL ONE, opérations les plus significatives de l'exercice sur le plan financier.

#### 4.3.1 SA TIMETOBUY

L'acquisition des titres TIMETOBUY a été réalisée le 15 novembre 2006 à la fois par rachat et échange de titres émis par la société NetBooster.

L'investissement global de 4 861 788 € de la société NetBooster SA se décompose comme suit à fin décembre 2006 :

- Rachat par paiement comptant en 2006 : 1 723 421 €
- Rachat par remise d'actions nouvelles NetBooster : 824 379 €
- Partie de complément de prix à payer en 2007 : 948 004 €
- Partie de complément de prix à payer en actions nouvelles à émettre en 2007 : 494 615 €

- Partie de complément de prix à payer en 2008 <sup>(1)</sup> : 499 677 €
- Partie de complément de prix à payer en actions nouvelles à émettre en 2008 <sup>(1)</sup> : 260 703€
  
- Frais d'acquisition des titres : 110 988 €

<sup>(1)</sup> ces parties de complément de prix sont conditionnées par les performances de la société TIMETOBUY sur l'exercice 2007 et sont en tout état de cause plafonnées à 1 442 619 € ; elles ont été estimées sur la base de prévisions d'activité considérées comme raisonnables par la société.

Les parties de complément de prix à acquitter par remise d'actions de la société NetBooster seront honorées par exercice des Bons de souscription d'actions 1 et 2 émis le 15 novembre 2006 et analysés en note 4.9.

#### **4.3.2 SAS PROFIL ONE**

L'acquisition des titres PROFIL ONE a été réalisée le 15 novembre 2006 à la fois par rachat et échange de titres émis par la société NetBooster.

L'investissement global de 1 438 358 € de la société NetBooster SA se décompose comme suit :

- Rachat direct par paiement comptant en 2006 : 650 800 €
- Rachat par remise d'actions nouvelles NetBooster : 249 201 €
  
- Partie de complément de prix à payer en 2007 : 125 000 € <sup>(1)</sup>
- Partie de complément de prix à payer en actions nouvelles à émettre en 2007 : 125 000 €
  
- Partie de complément de prix à payer fin décembre 2007 : 125 000 € <sup>(1)</sup>
- Partie de complément de prix à payer en actions nouvelles à émettre fin déc. 2007 : 125 000 €
  
- Frais d'acquisition des titres : 38 357 €

<sup>(1)</sup> Ces compléments de prix font l'objet d'une garantie bancaire à première demande au bénéfice du cessionnaire des titres de la société PROFIL ONE.

#### 4.4 Créances clients et comptes rattachés

Les créances clients et comptes rattachés ont une échéance inférieure à un an et s'analysent comme suit au 31 décembre 2005 et 2006 :

	31.12.2006	31.12.2006
Clients <sup>(1)</sup>	2 474 781	1 640 984
Clients – Créances douteuses	171 095	171 095
Factures à établir <sup>(1)</sup>	148 121	40 931
Prov pour créances douteuses	-143 668	-143 668
Prov pour incertitudes sur créances clients <sup>(2)</sup>	-329 471	-290 427
<b>TOTAL</b>	<b>2 320 858</b>	<b>1 418 915</b>

(1) dont créances détenues sur les filiales : 287 028 €.

(2) Voir Note 3.5

#### 4.5 Autres créances

Les autres créances ont de manière générale une échéance inférieure à un an (à l'exception des créances de crédit d'impôt recherche – voir ci-dessous) et s'analysent comme suit au 31 décembre 2005 et 2006 :

	31.12.2006	31.12.2006
Fournisseurs	17 238	19 326
Personnel	16 873	14 673
Organismes sociaux	2 554	1 688
Etat impôts sur les bénéfices (1)	25 384	359 746
Etat taxes sur le chiffre d'affaires	18 182	34 381
Comptes courants / filiales	656 558	582 652
Fonds de garantie, réserves et compte courant		
Factobail	44 320	20 275
Autres créances	77 482	46 429
<b>TOTAL</b>	<b>858 591</b>	<b>1 079 170</b>

(1) Le poste Etat impôts sur les bénéfices comporte essentiellement les créances de crédit d'impôt recherche enregistrées par la société NetBooster SA au titre de ses dépenses de recherche-développement engagées au cours des années 2003, 2004 et 2005 soit respectivement 10 645 €, 11 552 € et 3 187 €.

Les investissements en recherche ont notamment porté sur le développement de nouveaux outils devant permettre :

- d'améliorer l'efficacité du processus de référencement avec pour objectif d'accroître la productivité des services de production ;
- de créer, développer et enrichir la gamme de l'offre de prestations connexes au référencement, créatrices de valeur ajoutée additionnelle ;
- d'accéder à de nouvelles technologies débouchant sur une proposition de prestations innovantes sur le marché du référencement français.

Les créances de crédit d'impôt recherche sont remboursables dans l'hypothèse où la société ne pourrait les imputer sur l'impôt sur les bénéfices supporté au titre des trois années suivant celle de leur constatation.

Après le remboursement de la créance originaire de 2001 intervenu au début de l'année 2006, la créance originaire de 2002 (177 218 €) a fait l'objet d'un remboursement au cours du second semestre 2006.

#### 4.6 Trésorerie

	31.12.2006	31.12.2006
Valeurs mobilières de placement <sup>(1)</sup>	2 899 417	615 559
Disponibilités	317 399	328 888
<b>TOTAL</b>	<b>3 216 816</b>	<b>944 447</b>

<sup>(1)</sup> les plus-values latentes non intégrées en comptabilité au 31 décembre 2006 s'élèvent à 25 257 €.

#### 4.7 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 114 354 € au 31 décembre 2006 et correspondent à des ajustements classiques de charges d'exploitation.

#### 4.8 Détail des produits à recevoir (224 616 €)

	31.12.2006
Clients - Factures à établir (1)	148 121
Fournisseurs – avoirs à recevoir	76 495
<b>TOTAL</b>	<b>224 616</b>

<sup>(1)</sup> dont concernant les entreprises liées : 115 750 €.

## 4.9 Capitaux propres

### Opérations de la période sur le capital social de la société

Le capital social de la société s'élevait à 446 685,90 € au 31 décembre 2005 et était constitué de 4 466 859 actions de valeur nominale 0,10 euro.

Les mouvements sur le poste capital s'analysent comme suit :

	Nombre actions	Nominal	Montant
<b>Ouverture de l'exercice</b>	<b>4 466 859</b>	<b>0,1</b>	<b>446 685,90</b>
Augmentation de capital en numéraire (27/07/2006)	835 000	0,1	83 500,00
Augmentations de capital par apport de titres (TIMETOBUY et PROFIL ONE)	193 436	0,1	19 343,60
<b>Clôture de l'exercice</b>	<b>5 495 295</b>	<b>0,1</b>	<b>549 529,50</b>

L'ensemble des opérations d'augmentation de capital de l'exercice s'est effectué sur la base d'un prix d'émission de 5,55 € par action.

Les frais d'augmentation de capital en numéraire se sont élevés à 554 602 € et ont fait l'objet d'une imputation sur les primes d'émission liées à l'opération. Les frais liés à l'apport des titres des sociétés TIMETOBUY et PROFIL ONE (35 855 €) ont fait l'objet d'une imputation sur les primes d'apport dégagées à l'occasion de l'opération.

La société a procédé au cours de l'exercice à l'émission de droits et contracté des engagements donnant accès à son capital. Leurs principales caractéristiques sont les suivantes :

	Nombre	Date de départ des options	Prix de souscription	% maximal de capital (droits financiers)
Actions gratuites	123 193	20-avr-08	0 €	2,12%
Actions gratuites	31 459	26 sept. 2008	0 €	0,54%
Bons de souscription d'actions M	62 536	08-juin-06	5,00 €	1,07%
Bons de souscription d'actions 1 <sup>(1)</sup>	148 535	15-mai-07	Non connu <sup>(1)</sup>	0,77%
Bons de souscription d'actions 2 <sup>(1)</sup>	148 535	15-mai-08	Non connu <sup>(1)</sup>	0,68%
Engagement de souscription réservée <sup>(2)</sup>	NA	31 janv. 2007	9,03 €	0,24%
Engagement de souscription réservée <sup>(2)</sup>	NA	31 déc. 2007	Non connu <sup>(2)</sup>	0,17%

- (1) Ces bons de souscription bénéficient aux apporteurs des titres TIMETOBUY et couvrent la partie complément de prix en actions détaillée en note 4.3. Le nombre de titres à émettre au titre des BSA 1 est égal à une contrevaieur en actions de 494 615 € sur la base de la moyenne des cours de l'action constatés lors des 20 séances de bourse précédant l'approbation annuelle des comptes 2006 de la société. Les BSA 2 suivent le même régime mais le montant de la contrevaieur en actions reste conditionné par le niveau des performances de la société TIMETOBUY en 2007.
- (2) Les engagements de souscription réservée bénéficient à l'apporteur des titres PROFIL ONE et couvrent la partie complément de prix en actions détaillée en note 4.3. Le nombre de titres à émettre au titre de l'engagement à échéance de fin décembre 2007 est égal à une contrevaieur en actions de 125 000 € sur la base de la moyenne des cours de l'action constatés lors des 10 séances de bourse précédant le paiement de la partie liquide du second complément de prix.

Les pourcentages du tableau ci-dessus sont déterminés en partant de l'hypothèse que tous les droits sont effectivement exercés. L'impact dilutif est calculé sur la base d'un cours moyen de l'action NetBooster de 11 € pour les BSA 1 (à échéance proche) et de 12,50 € pour les BSA 2 et l'engagement de souscription réservée à échéance de fin 2007.

Les mouvements de l'exercice sur les postes de capitaux propres s'analysent comme suit :

	31.12.2005	Augmentation	Diminution	31.12.2006
Capital social	446 686	102 844	-	549 530
Primes d'émission	2 850 594	4 550 750	554 602	6 846 742
Primes d'apport	-	1 054 227	35 855	1 018 372
Ecart de réévaluation libre	15 097	-	15 097	-
Réserves	762	15 097	-	15 859
Report à nouveau	-2 997 315	-	(122 090)	-2 875 225
Résultat de l'exercice précédent	-	-	-83 239	-
Résultat de l'exercice 2005	122 090	-	122 090	-
Résultat de l'exercice 2006	-	903 410	-	903 410
Provisions réglementées (1)	-	7 727	-	7 727
<b>Situation nette</b>	<b>437 915</b>	<b>6 634 055</b>	<b>605 554</b>	<b>6 466 416</b>

- (1) Amortissements dérogatoires

#### 4.10 Information financière réduite à une seule action

	31.12.2006	31.12.2005
Nombre d'actions au 31 décembre 2006	5 495 295	4 466 859
Nombre moyen pondéré d'actions	4 850 402	4 313 047
Situation nette <sup>(1)</sup>	1,176719	0,098036
Résultat net de l'exercice <sup>(2)</sup>	0,186255	0,028307

- (1) calculé par référence au nombre d'actions en circulation en fin de période

- (2) calculé par référence au nombre moyen pondéré d'actions au cours de l'exercice

#### 4.11 Provisions pour risques et charges

	31.12.2005	Augmentation	Diminution	31.12.2006
<b>Provisions pour risques</b>				
Perte de change <sup>(1)</sup>	68 407	58 112	68 407	58 112
Pénalités d'assiette et de retard <sup>(2)</sup>	134 945	-	134 945	-
<b>TOTAL</b>	<b>203 352</b>	<b>58112</b>	<b>203 352</b>	<b>58112</b>

(1) Cette provision couvre essentiellement le risque de change supporté sur les créances détenues en Livre Sterling sur la filiale anglaise (écarts de conversion – actif constatés à l'actif des comptes sociaux au 31 décembre 2006 pour 56 437 €).

(2) Ces pénalités étaient liées au passif social et fiscal pour lequel la société avait obtenu un moratoire auprès de la Commission des Services Financiers. Suite au remboursement par anticipation de ce passif, NetBooster est parvenue à obtenir une remise partielle de certaines majorations de retard ; d'autres font l'objet d'une demande de remise gracieuse toujours en cours d'instruction. Ces dernières restent inscrites au passif circulant pour 42 905 €.

#### Détail des reprises de provisions de l'exercice

Reprises utilisées : 68 384 €

Reprises non utilisées : 134 968 €

Total des reprises de l'exercice : 203 352 €

A l'exception des événements ou faits relatés en note 5, il n'existe aucun autre fait exceptionnel ou litige, susceptible d'avoir une incidence significative sur la situation financière, le patrimoine, l'activité et les résultats de la société.

#### 4.12 Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit

	31.12.2006	A moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Soldes créditeurs de banques et agios à payer	170 079	170 079	-	-
Total	170 079	170 079	-	-

#### 4.13 Dettes financières

Les postes "Dépôts reçus" et "Avances conditionnées Coface" sont pour l'essentiel d'échéances supérieures à un an.

Le poste Groupe – comptes courants est lié à la mise en place d'une convention de trésorerie avec la société TIMETOBUY dès son acquisition au cours du mois de novembre 2006.

	31.12.2006	31.12.2006
Dépôts reçus	5 000	8 400
Avances conditionnées COFACE	80 540	87 920
Associés – Comptes courants	2 105	45 440
Groupe – Comptes courants (1)	419 194	-
<b>TOTAL</b>	<b>506 839</b>	<b>141760</b>

(1) dont concernant les entités liées au 31 décembre 2006 : 419 194 €

#### 4.14 Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Les dettes fournisseurs et comptes rattachés s'analysent comme suit au 31 décembre 2006 :

	31.12.2006	31.12.2006
Comptes fournisseurs <sup>(1)</sup>	1 912 848	1 204 961
Factures non parvenues <sup>(1)</sup>	113 477	125 788
<b>TOTAL</b>	<b>2 026 325</b>	<b>1 330 749</b>

(2) dont créances détenues par les entités liées au 31 décembre 2006 : 88 793 €.

#### 4.15 Dettes fiscales et sociales

Les dettes fiscales et sociales ont toutes une échéance inférieure à un an au 31 décembre 2006 et s'analysent comme suit au 31 décembre 2005 et 2006 :

	31.12.2006	31.12.2006
<b>Dettes sociales</b>	<b>415 924</b>	<b>319 233</b>
Personnel et comptes rattachés	181 038	139 888
Organismes sociaux	234 886	179 345
<b>Dettes fiscales</b>	<b>545 136</b>	<b>396 994</b>
Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	475 879	355 434
Autres impôts et taxes	69 257	41 560
<b>TOTAL</b>	<b>961 060</b>	<b>716227</b>

#### 4.16 Autres dettes

	31.12.2006	31.12.2006
Avances Factor <sup>(1)</sup>	-	837
Avances Clients et Clients créditeurs	39 851	62 978
Clients – avoirs à établir	40 639	52 137
Echéancier Commission des Services Fin.	-	424 484
Echéancier fournisseur	158 694	282 874
Dettes sur acquisition TIMETOBUY <sup>(2)</sup>	2 203 098	-
Dettes sur acquisition PROFIL ONE <sup>(2)</sup>	500 000	-
<b>TOTAL</b>	<b>2 942 282</b>	<b>823310</b>

(1) Le contrat d'affacturage a été résilié à effet du 31 décembre 2006

(2) Voir note 4.3

Les échéances à plus d'un an s'élèvent à 771 669 € et se décomposent comme suit :

- Echéancier fournisseur : 11 289 €.
- Dettes sur acquisition TIMETOBUY : 760 380 € dont 260 703 € à rémunérer en actions NetBooster.

L'échéancier Commission des Services Financiers a été remboursé en février 2006.

#### 4.17 Produits constatés d'avance (684 600 €)

Les produits constatés d'avance correspondent à l'étalement du chiffre d'affaires relatif aux phases d'audit, inscription et maintenance et autres prestations (259 109 €), aux avances sur consommations de trafic (349 525 €), à des prestations de Consulting facturées restant à servir (71 278 €) et à des produits de sous-location (4 687 €).

#### 4.18 Détail des charges à payer (635 154 €)

<b>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit</b>	<b>Montant</b>
Cartes bleues différées	168 864
Agios à payer	1 215
<b>TOTAL</b>	<b>170 079</b>
<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</b>	<b>Montant</b>
Fourn.-fact.à recevoir	113 477
<b>TOTAL</b>	<b>113 477</b>
<b>Dettes fiscales et sociales</b>	<b>Montant</b>
Prov./congrés payés	136 786
Primes et frais à payer	38 158
Ch.soc.sur cp à payer	54 718
Autres ch.soc à payer	13 263
Etat-divers à payer	68 034
<b>TOTAL</b>	<b>310 959</b>
<b>Autres dettes</b>	<b>Montant</b>
Clients-avoirs à établir	40 639
<b>TOTAL</b>	<b>40 639</b>

#### 4.19 Analyse du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires réalisé sur l'année 2006 s'élève à 9 740 638 €. Il se répartit comme suit :

	2006	2005	2004
Ventes d'ouvrages	6 558	1 841	3 226
Prestations de référencement	1 189 806	1 294 169	1 652 840
Prestations de génération de trafic	7 191 568	4 474 775	1 100 951
Prestations de Consulting	724 854	365 006	67 600
Prestations connexes <sup>(1)</sup>	-	170 756	278 937
Prestations groupe	501 765	296 780	251 999
Autres produits	126 087	97 033	131 997
<b>TOTAL</b>	<b>9 740 638</b>	<b>6 700 361</b>	<b>3 487 550</b>

- (1) Les prestations connexes se rattachent désormais exclusivement aux activités de référencement. Elles sont donc intégrées à ce poste en 2006.

La répartition France/Etranger se décompose comme suit :

Année 2006	France	Etranger
Ventes d'ouvrages	6558	-
Prestations de référencement	1 109 900	79906
Prestations de génération de trafic	5 171 065	2 020 503
Prestations de Consulting	594189	130665
Prestations groupe	-	501765
Autres produits	126087	-
<b>TOTAL</b>	<b>7 007 799</b>	<b>2 732 839</b>

#### 4.20 Autres produits d'exploitation

	2006	2005
Production immobilisée	185 696	41 714
Subventions d'exploitation	1 290	-
Vente de droits d'utilisation logiciels	275 000	-
Reprise de provision pour dépréciation de créances	-	246 937
Transfert de charges d'exploitation vers résultat exceptionnel	71 168	68 413
Autres transferts de charges d'exploitation et divers	776	6 272
<b>TOTAL</b>	<b>533 930</b>	<b>363 336</b>

#### 4.21 Résultat financier

	2006	2005
Revenus des créances immobilisées auprès des filiales	17 148	13 722
Autres produits financiers	106	3 297
Gains de change	16 400	35 272
Reprise de prov pour risque de change	68 407	97 748
Plus-values de cession sur OPCVM	45 820	-
<b>Charges financières</b>	<b>82 110</b>	<b>123 622</b>
Intérêts sur emprunts financiers à long terme et comptes crts	3 873	624
Autres charges financières	8 386	2 647
Pertes de change	11 739	51 944
Dotation prov. pour risque de change	58 112	68 407
<b>Résultat financier</b>	<b>65 772</b>	<b>26 417</b>

#### 4.22 Résultat exceptionnel

	2006	2005
<b>Produits exceptionnels</b>	<b>173 579</b>	<b>226 349</b>
	38 634	56 802
Régularisations diverses sur actifs et passifs (1)	-	151 538
Produits des cessions d'actifs	-	7 747
Abandon de créances financières	134 945	10 262
Reprise de provision pour pénalités (2)		
	<b>334 476</b>	<b>547 822</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>		
	43 695	53 545
Régularisations diverses sur actifs et passifs (3)	109 040	-
Cession de créances commerciales (4)		
Dépenses internes de personnel non récurrentes affectées à l'opération IPO (5)	25 145	-
Dépenses internes affectées à la recherche d'acquisitions (5)	74 766	-
Frais exceptionnels de réimpression d'ouvrages	-	6 835
Dommages et intérêts sur litiges	-	157 474
Charges de restructuration (plan de licenciement)	-	68 413
Charges de restructuration financière (Moratoires)	-	25 751
Amendes et pénalités de retard (2)	68 451	12 385
Perte de revenus constatés sur exercices antérieurs	4 282	15 856
Valeurs nettes comptables des actifs cédés	-	144 679
Abandon de créance à caractère commercial (6)	-	41 500
Dotation aux provisions pour risques / pénalités de retard	-	20 386
Dotations aux prov. et amort. à caractère exceptionnel	9 096	999
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>-160 897</b>	<b>(321 474)</b>

- (1) Dont produits concernant des exercices antérieurs : 28 719 €
- (2) Voir note 4.11 relative aux provisions pour risques et charges
- (3) Dont charges concernant des exercices antérieurs : 43 695 €
- (4) A la fin de l'année 2006, une créance douteuse de 109 040 € a été cédée pour 1 € symbolique à un tiers spécialisé dans les recouvrements délicats en vue de solder une situation litigieuse avec un ancien client de la société.
- (5) Compte tenu du caractère non récurrent et significatif des dépenses internes spécifiquement engagées par la société dans le cadre du projet d'augmentation de capital par introduction en Bourse et des projets d'acquisition de l'exercice, la société a estimé pertinent leur traitement en résultat exceptionnel en terme d'information financière. Ce transfert a essentiellement été formalisé par le mouvement dans le poste Transfert de charges d'exploitation (voir note 4.20).
- (6) Cet abandon de créance consenti en 2005 a été assorti d'une clause de retour à meilleure fortune (voir note 4.27).

### **4.23 Déficits fiscaux reportables**

Au 31/12/2006, les déficits reportables sans limitation de durée sur les exercices suivants s'élèvent à 5 598 241 €.

### **4.24 Membres des organes d'administration et de direction**

Rémunérations allouées à raison de leurs fonctions : 110 406 €

Engagements en matière de pension et indemnités assimilées : néant

Avances et crédits accordés : néant

#### 4.25 Tableau des filiales

	Capital social	Capitaux propres autres que le capital (1) (2)	Quote-part détenue (%)	Valeur comptable des titres détenus	Chiffre d'affaires (1)	Résultat net 2006 (1)	Prêts et avances consentis par la société	Avals et cautions consentis
<b>NETBOOSTER LTD</b> Bloomsbury square WC1A 2 RP London Royaume-Uni	50 000 GBP	-241375 GBP	100%	Brute : 50 000 GBP Nette : 79 656 €	1 680 484 GBP	87 389 GBP	579 802 €	-
<b>NETBOOSTER GMBH</b> 34 Wittelsbacherallee 60316 FRANCFORT Allemagne	75 000 €	-103608 €	100%	Brute : 75 000 € Nette : 75 000 €	2 001 425 €	-17770 €	70 172 €	-
<b>NETBOOSTER SPAIN</b> Alfonso XII, 8 28014 MADRID Espagne	3 010 €	1 330 €	100%	Brute : 3 010 € Nette : 3010 €	1 705 788 €	12 640 €	5 284 €	-
<b>TIMETOBUY SA</b> 11 Rue Dieu 75010 Paris	825 000 €	29 976 €	100%	Brute : 4 861 788 € Nette : 4 861 788 €	4 947 981 €	186 122 €	-	-
<b>PROFIL ONE SAS</b> 11 Rue Dieu 75010 Paris	37 000 €	179 985 €	100%	Brute : 1 438 357 € Nette : 1 438 357 €	531 235 €	161 265 €	-	-
<b>PIXIDIS SARL</b> (3) 11 Rue Dieu 75010 Paris	8 000 €	-	51%	Brute : 4 080 € Nette : 4 080 €	25 000 €	15 800 €	-	-
<b>BUZZ LEMON SARL</b> (4) 11 Rue Dieu 75010 Paris	7 622 €	-4638 €	50%	Brute : 3 811 € Nette : 3 811 €	214 878 €	-2 132 €	-	-
<b>REVERSO SARL</b> 11 Rue Dieu 75010 Paris	20 000 €	-145 768 €	20%	Brute : 5 272 € Nette : 5 272 €	507 831 €	-125 974 €	-	-

- (1) Les données indiquées dans ce tableau s'entendent retraitées en fonction des principes comptables en vigueur au sein du groupe en matière de présentation des comptes individuels (hors activations d'impôts différés notamment) et avant retraitement éventuel des opérations réciproques. Les capitaux propres comprennent le résultat de l'exercice 2006 uniquement pour les sociétés à report négatif ainsi que NetBooster SPAIN.
- (2) Aucun dividende n'a été versé par les filiales sur la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2006 ou depuis leur prise de contrôle pour les sociétés acquises en cours d'exercice.
- (3) L'entité PIXIDIS a été constituée en novembre 2006 et n'a pas clôturé son premier exercice au 31 décembre 2006. Les chiffres présentés ci-dessus sont établis sur la base d'une situation intermédiaire arrêtée au 31 décembre 2006.
- (4) L'entité BUZZ LEMON n'est pas consolidée par NetBooster SA.

#### 4.26 Créances, dettes, produits financiers avec les entités liées

	<b>NetBooster LTD</b>	<b>NetBooster GMBH</b>	<b>NetBooster SPAIN</b>
Créances clients	54 904	116 857	108 450
Créances / dettes financières	579 802	70 172	5 283
Dettes fournisseurs	(7 933)	-16 625	(28 000)
Produits financiers	17 148	-	-

	<b>TIMETOBUY</b>	<b>PROFIL ONE</b>	<b>PIXIDIS</b>
Créances clients	6 817	-	-
Créances / dettes financières	-419 194	-	1 300
Dettes fournisseurs	(3 732)	-32 503	-
Produits financiers	-	-	-

#### 4.27 Sûretés réelles consenties et engagements hors bilan

##### 4.27.1 Sûretés réelles consenties et engagements donnés

La société avait nanti son fonds commercial en garantie du plan de remboursement accordé en mai 2005 par la Commission des Services Financiers. Compte tenu du remboursement intégral du passif correspondant, ce nantissement a pu être levé au cours du premier semestre 2006.

Les engagements donnés (fermes et conditionnels) aux cédants des entités TIMETOBUY et PROFIL ONE sont plus particulièrement décrits en note 4.3 et sont traduits au passif des comptes sociaux de la société.

La dette contractée auprès du cédant des titres PROFIL ONE est garantie par un établissement bancaire à hauteur de 250 000 € pour le compte de la société NetBooster.

## 4.27.2 Engagements reçus

### **Clause de retour à meilleure fortune concernant les filiales : 526 098 €**

En date du 27/12/2001, NetBooster SA a consenti à sa filiale NetBooster GMBH un abandon de créances à hauteur de 678 710 €. En cas de retour à meilleure fortune, il était toutefois prévu que le remboursement ne porterait que sur une somme globale de 650 725 €. Le critère du retour à meilleure fortune s'entend du profit avant impôts et avant prise en compte du remboursement, sous réserve qu'après prise en compte du remboursement éventuel et après impôts, les capitaux propres de la filiale soient au moins égaux au capital social.

Au titre de l'exercice 2006, la société NetBooster SA n'a bénéficié d'aucun retour à meilleure fortune de sa filiale allemande.

### **Autre clause de retour à meilleure fortune : 41 500 €**

En date du 11/08/2005, NetBooster SA a consenti à l'un de ses clients un abandon de créances à caractère commercial de 41 500 € Hors taxe assorti d'une clause de remboursement en cas de retour à meilleure fortune.

Le critère du retour à meilleure fortune s'entend de l'atteinte par ce client d'un objectif de chiffre d'affaires annuel au plus tard le 31 décembre 2015.

Au titre de l'exercice 2006, la société NetBooster SA n'a bénéficié d'aucun retour à meilleure fortune à ce titre.

## 5 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

### 5.1 Lancement d'un emprunt obligataire convertible en actions à souscription réservée

Le 15 Mars 2007, la Société a annoncé la clôture d'un placement privé auprès d'investisseurs institutionnels d'Obligations Convertibles en Actions NetBooster correspondant à un montant brut avant déduction des frais liés à cette opération de 20 000 000 d'euros. L'émission réservée a porté sur 320 Obligations Convertibles, d'une valeur nominale de 62 500 euros, chaque obligation permettant, en cas de conversion en actions demandée par son titulaire, de souscrire à 5 000 actions nouvelles de la société NetBooster sur la base d'un prix d'exercice de 12,50 euros par action.

La durée de cet emprunt est de 5 ans à compter du 23 Mars 2007 – date de jouissance. Il portera intérêt au taux annuel de 3%.

Le produit de cet emprunt obligataire doit donner à la société la flexibilité financière pour mener de nouvelles opérations de croissance externe.

## 5.2 Acquisition de la société italienne ADVance Srl

Le 26 Mars 2007, la Société NetBooster a annoncé l'acquisition de ADVance Srl, agence de Marketing Online leader sur le marché Italien.

Fondée en 2002 par Luca Ascani – personnalité reconnue de la NetEconomie en Italie - ADVance s'est imposée comme l'agence interactive leader indépendant en Italie dans le Marketing Online avec une implantation à Rome et à Milan.

Comparable à celle de NetBooster, l'offre de services de ADVance s'articule autour des pôles suivants :

- Référencement payant
- Référencement naturel
- Conseil média online et gestion de campagnes média
- Affiliation
- Gestion de campagnes d'eMailing

NetBooster acquiert 100% du capital d'ADVance Srl pour un prix de 1,8 millions d'euros payable à la date de réalisation de la transaction avec un complément de prix dont le montant sera fonction des performances qui seront réalisées par ADVance sur les exercices 2007 et 2008.

Sur l'exercice 2006, ADVance a réalisé un chiffre d'affaires de 5 millions d'euros pour un résultat d'exploitation de 264 000 euros. La trésorerie nette de ADVance est anticipée à environ 150 000 € à la date de réalisation de l'opération.

## **COMPTES CONSOLIDES AU 31.12.2006**

## BILAN CONSOLIDE AU 31.12.2006

ACTIF	31-déc-06			31-déc-05
	BRUT	AMORT & PROV	NET	
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
Immobilisations incorporelles	1 520 622	939 703	580 919	238 150
Ecart d'acquisition	5 282 872	72 929	5 209 944	-
Immobilisations corporelles	1 220 591	843 724	376 867	278 936
Immobilisations financières	190 210		190 210	160 513
Titres mis en équivalence	0		0	-
<b>TOTAL</b>	<b>8 214 294</b>	<b>1 856 356</b>	<b>6 357 939</b>	<b>677 599</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours	3 936		3 936	4 540
Clients & comptes rattachés	5 382 087	489 317	4 892 771	1 957 211
Autres créances	1 944 005		1 944 005	1 113 755
Valeurs mobilières de placement	3 329 124		3 329 124	615 559
Disponibilités	887 983		887 983	480 532
<b>TOTAL</b>	<b>11 547 136</b>	<b>489 317</b>	<b>11 057 820</b>	<b>4 171 598</b>
<b>Comptes de régularisation et assimilés</b>				
Charges constatées d'avance	134 412		134 412	83 515
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>19 895 843</b>	<b>2 345 673</b>	<b>17 550 170</b>	<b>4 932 712</b>

(1) Dont impôts différés actif groupe :

1 532 085 €

0

<b>PASSIF</b>	<b>31-déc-06</b>	<b>31-déc-05</b>
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital	549 530	446 686
Primes	8 123 117	2 850 594
Réserves et report à nouveau	(2 755 347)	(3 393 256)
Ecarts de réévaluation	0	15 097
Ecarts de conversion	(77 166)	(83 957)
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>1 974 132</b>	<b>622 812</b>
<b>TOTAL</b>	<b>7 814 266</b>	<b>457 975</b>
<b>INTERETS MINORITAIRES</b>	<b>11 662</b>	<b>-</b>
<b>PROVISION POUR RISQUES &amp; CHARGES</b>	<b>15 619</b>	<b>134 945</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts et dettes financières	265 844	231 456
Fournisseurs & comptes rattachés	3 421 579	1 742 742
Autres dettes	5 049 768	1 622 513
<b>TOTAL</b>	<b>8 737 190</b>	<b>3 596 711</b>
<b>Comptes de régularisation et assimilés</b>		
Produits constatés d'avance	971 433	743 081
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>17 550 170</b>	<b>4 932 712</b>

## COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ AU 31.12.2006

	31.12.2006	31.12.2005
Chiffre d'affaires	14 756 010	8 900 851
Autres produits d'exploitation	537 120	385 438
<b>Total produits d'exploitation</b>	<b>15 293 130</b>	<b>9 286 289</b>
Achats consommés de marchandises	(604)	(400)
Achats et charges externes	(10 658 185)	(5 802 059)
Charges de personnel	(2 877 382)	(2 395 040)
Impôts et taxes	(127 486)	(58 126)
Dotations aux amortissements	(228 585)	(344 674)
Dépréciations sur actif circulant	(39 269)	(24 718)
Dotations aux provisions pour risques et charges	0	0
Autres charges	(29 122)	(212 064)
<b>Total charges d'exploitation</b>	<b>(13 960 634)</b>	<b>(8 837 081)</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>1 332 497</b>	<b>449 208</b>
Produits financiers	94 983	62 575
Charges financières	(45 794)	(71 258)
<b>Résultat financier</b>	<b>49 189</b>	<b>(8 683)</b>
<b>Résultat courant des entreprises intégrées</b>	<b>1 381 686</b>	<b>440 525</b>
Produits exceptionnels	176 685	226 349
Charges exceptionnelles	(332 998)	(547 261)
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>(156 314)</b>	<b>(320 912)</b>
Impôts sur les bénéfices	845 661	503 200
<b>Résultat net des sociétés intégrées</b>	<b>2 071 033</b>	<b>622 812</b>
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence	(16 230)	0
Amortissement des écarts d'acquisition	(72 929)	0
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>1 981 874</b>	<b>622 812</b>
Part revenant aux intérêts minoritaires	7 742	0
<b>Résultat revenant à l'entreprise consolidante</b>	<b>1 974 132</b>	<b>622 812</b>
<b>Résultat par action (part du groupe)</b>	<b>0,407 €</b>	<b>0,144 €</b>

## TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

	31.12.2006	31.12.2005
<b>ACTIVITE</b>		
<b>Résultat net des sociétés intégrées</b>	<b>2 071 033</b>	<b>622 812</b>
<i>Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité</i>		
- Amortissements et provisions	95 009	355 797
- Variation des impôts différés	- 913 510	- 508 848
- Plus-values de cession / concessions	- 275 172	- 6 859
<b>Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées</b>	<b>977 360</b>	<b>462 902</b>
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	-	-
Variation des actifs d'exploitation	335 847	341 909
Variation des passifs d'exploitation	- 237 092	445 897
<b>Flux de trésorerie liés à l'activité</b>	<b>404 422</b>	<b>566 890</b>
<b>OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>		
Cessions / concessions d'immobilisations incorporelles	275 000	-
Cessions d'immobilisations corporelles	172	151 538
Cessions / réductions d'immobilisations financières	32 769	5 397
Développements internes de l'exercice	- 185 696	- 41 714
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	- 54 909	- 5 050
Acquisitions d'immobilisations corporelles	- 114 838	- 14 540
Acquisitions d'immobilisations financières	- 39 144	- 57 434
Variations de périmètre	- 5 311 066	-
Variations des dettes consenties sur variations de périmètre (1)	2 702 999	-
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissements</b>	<b>- 2 694 713</b>	<b>38 197</b>
<b>OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>		
Augmentations de capital en numéraire (nettes de frais)	4 079 648	368 034
Augmentations de capital par apport en nature (2)	1 295 717	-
Distributions de dividendes (société mère)	-	-
Augmentation des dettes financières	250 000	45 440
Remboursement des dettes financières	- 300 715	- 120 267
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</b>	<b>5 324 650</b>	<b>293 207</b>
<b>VARIATION DE TRÉSORERIE</b>	<b>3 034 359</b>	<b>898 294</b>
<b>Trésorerie d'ouverture</b>	<b>1 006 395</b>	<b>105 122</b>
<b>Incidence des variations de cours de devises</b>	<b>5 320</b>	<b>- 2 979</b>
<b>Trésorerie de clôture</b>	<b>4 046 074</b>	<b>1 006 395</b>
Valeurs mobilières de placement	3 329 124	615 559
Disponibilités et soldes créditeurs de banques	716 950	390 836

(1) Dont à régler en 2007 et 2008 par émission d'actions de la société NETBOOSTER : 1 005 318 €

(2) Affectées au financement des variations de périmètre de l'exercice

## NOTE SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

Au cours de l'exercice, le groupe a acquis 100% des sociétés TIMETOBUY et PROFIL ONE.

### TIMETOBUY

La trésorerie nette affectée à cette opération s'analyse comme suit :

Montant à décaisser par le groupe pour prendre le contrôle de TIMETOBUY		3 303 661
Parties de prix payables en 2007 et 2008	-	1 447 681
Trésorerie de TIMETOBUY		838 859
<b><i>Incidence de l'acquisition de TIMETOBUY sur la trésorerie du groupe en 2006</i></b>	<b>-</b>	<b><i>1 017 121</i></b>

L'incidence de l'acquisition de TIMETOBUY sur les capitaux propres du groupe est la suivante :

Montant rémunéré par émission d'actions pour prendre le contrôle de TIMETOBUY		1 750 266
Parties de prix payables en actions NETBOOSTER en 2007 et 2008	-	755 318
<b><i>Incidence de l'acquisition de TIMETOBUY sur les capitaux propres du groupe en 2006</i></b>		<b><i>994 948</i></b>

***Total des incidences de l'acquisition sur la trésorerie et les capitaux propres*** ***2 012 069***

L'incidence de l'acquisition de TIMETOBUY sur les autres rubriques du bilan du groupe est la suivante :

Juste valeur des autres actifs et dettes de TIMETOBUY		74 875
Immobilisations	331 364	
Actif circulant	2 523 010	
Passif circulant	- 2 779 499	
Ecart d'acquisition		4 140 193
Intérêts minoritaires		-
Parties de prix payables en 2007 et 2008	-	2 202 999

***Total des incidences de l'acquisition sur les autres rubriques du bilan*** ***2 012 069***

## PROFIL ONE

La trésorerie nette affectée à cette opération s'analyse comme suit :

Montant à décaisser par le groupe pour prendre le contrôle de PROFIL ONE		953 453
Parties de prix payables en deux tranches en 2007	-	250 000
Trésorerie de PROFIL ONE		409 576

***Incidence de l'acquisition de PROFIL ONE sur la trésorerie du groupe en 2006*** - **293 877**

L'incidence de l'acquisition de PROFIL ONE sur les capitaux propres du groupe est la suivante :

Montant rémunéré par émission d'actions pour prendre le contrôle de PROFIL ONE		550 769
Parties de prix payables en actions NETBOOSTER en 2007	-	250 000

***Incidence de l'acquisition de PROFIL ONE sur les capitaux propres du groupe en 2006*** **300 769**

***Total des incidences de l'acquisition sur la trésorerie et les capitaux propres*** **594 646**

L'incidence de l'acquisition de PROFIL ONE sur les autres rubriques du bilan du groupe est la suivante :

Juste valeur des autres actifs et dettes de PROFIL ONE		43 374
Immobilisations	6 978	
Actif circulant	42 127	
Passif circulant	-	92 479

Ecart d'acquisition 1 138 020

Intérêts minoritaires -

Parties de prix payables en 2007 et 2008 500 000

***Total des incidences de l'acquisition sur les autres rubriques du bilan*** **594 646**

Au cours de l'exercice, le groupe a acquis 51% de la société PIXIDIS

## PIXIDIS

La trésorerie nette affectée à cette opération s'analyse comme suit :

Montant décaissé par le groupe à la création de la société	4 080
Trésorerie de PIXIDIS	8 000

***Incidence de la création de PIXIDIS sur la trésorerie du groupe*** **3 920**

***Total des incidences de l'entrée de PIXIDIS*** **3 920**

L'incidence de la création de PIXIDIS sur les autres rubriques du bilan du groupe est la suivante :

Juste valeur des autres actifs et dettes de PIXIDIS	-
Ecart d'acquisition	-
Intérêts minoritaires	3 920

***Total des incidences de l'entrée de PIXIDIS*** **3 920**

## ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS DU 31.12.2006

La clôture des comptes consolidés du Groupe NetBooster au 31 décembre 2006 est caractérisée par les données suivantes :

Total bilan :	17 550 170 €
Total des produits :	15 564 798 €
Résultat de l'exercice (part du groupe) :	1 974 132 €

La période recouvre une durée de 12 mois allant du 1<sup>er</sup> janvier 2006 au 31 décembre 2006.

Les notes ou tableaux qui suivent font partie intégrante des comptes consolidés qui ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

### 1 PRESENTATION DE L'ACTIVITE

Le Groupe NetBooster est une agence de Marketing Interactif spécialisée dans le conseil stratégique et opérationnel en matière de marketing on line, le référencement sur mesure de sites Internet sur les moteurs de recherche et la génération et l'optimisation de trafic qualifié à fin de marketing on line.

### 2 FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

- Les effectifs du groupe NetBooster, inscrits en fin de période, sont de 76 personnes au 31 décembre 2006 (dont 29 personnes employées par les entités acquises au cours du second semestre 2006).
- L'exécution, initiée en 2005, du plan de développement des activités commerciales et de production en France et dans les filiales étrangères s'est poursuivie sur l'année 2006 notamment en Espagne.
- Afin de financer son plan de croissance externe, la société consolidante a engagé un processus d'introduction en bourse par augmentation de son capital sur le marché de cotation Alternext. Cette opération a abouti au cours du mois de juillet 2006 permettant à la société mère de lever 4 634 250 €.
- Au début de l'exercice 2006, le groupe a acquis une participation de 20 % dans la société REVERSO, agence interactive spécialisée dans la gestion des médias et de l'information publicitaire sur le web.

- Au cours du second semestre 2006, le groupe a pris le contrôle de trois entités :
  - La société TIMETOBUY ayant pour activité le conseil et la gestion en matière d'achat d'espaces publicitaires on line, la création de supports graphiques publicitaires on line et l'animation d'un réseau d'affiliation pour le compte d'annonceurs clients ; cette société a réalisé un chiffre d'affaires de 4 947 981 € sur l'exercice 2006 pour un effectif de 26 personnes au 31 décembre 2006.
  - La société Profil One spécialisée dans les activités d'audit, conception, exploitation de bases de données marketing pour le compte de clients annonceurs ; cette société a réalisé un chiffre d'affaires de 531 235 € sur l'exercice 2006 pour un effectif de 3 personnes au 31 décembre 2006.
  - La société Pixidis, créée à la fin de l'année 2006, spécialisée dans le conseil en stratégie e-business notamment dans les domaines d'audit et de définition de stratégies marketing à destination des grands comptes.
- La société consolidante a lancé au début du troisième trimestre 2006 le développement d'un ERP en faisant appel à une société spécialisée dans ce type de prestations sur mesure. Cet investissement important a impliqué de nombreux salariés de l'entreprise au cours du second semestre de l'exercice y compris dans les tâches de conception détaillée de l'application voire de développement. Les objectifs assignés à cet outil sont ambitieux et comportent notamment, à terme, la gestion intégrée (production, facturation, comptabilité...) de l'ensemble des activités. Les coûts engagés sur ce projet sur l'exercice sont significatifs et s'élèvent à 166 444 €.

### 3 PRINCIPES ET METHODES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés du Groupe NetBooster sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en France et au règlement CRC n°99-02 homologué par arrêté du 22 juin 1999.

#### Principes de consolidation

Les sociétés dans lesquelles NetBooster détient, de manière durable, directement ou indirectement, une participation supérieure à 40% du capital et pour lesquelles le Groupe détient le contrôle exclusif, sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale avec constatation des droits des associés minoritaires dans les filiales consolidées.

Les sociétés dans lesquelles NetBooster exerce une influence notable sur les politiques financière et opérationnelle sont consolidées selon la méthode de mise en équivalence. Sauf cas particuliers, l'influence notable est présumée lorsque le groupe dispose, directement ou indirectement, d'une fraction au moins égale à 20% des droits de vote de l'entité.

Les sociétés pour lesquelles les actions ou parts ne sont détenues qu'en vue de leur cession ultérieure ne sont pas consolidées.

Les sociétés sont consolidées sur la base de leurs comptes sociaux arrêtés au 31 décembre 2006.

Les sociétés acquises au cours de l'exercice sont consolidées à compter de leur prise de contrôle.

## Principes et méthodes comptables

Les principales méthodes comptables adoptées par les sociétés du Groupe NetBooster sont les suivantes :

### 3.1 Immobilisations incorporelles

- Les dépenses de développement engagées par le groupe NetBooster sont inscrites à l'actif immobilisé des Comptes Annuels dès lors que les conditions suivantes sont simultanément remplies :
  - la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente est démontrée ;
  - l'entreprise a l'intention d'achever l'immobilisation et de l'utiliser ou de la vendre ;
  - l'entreprise a la capacité d'utiliser ou de vendre l'immobilisation incorporelle ;
  - l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs (existence d'un marché ou d'une utilité en interne) ;
  - l'entreprise dispose des ressources (techniques, financières et autres) appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation ;
  - l'entreprise a la capacité d'évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.
  
- Les frais de développement comprennent :
  - les salaires, appointements et autres coûts annexes du personnel affecté au développement ;
  - les éventuelles dépenses d'études et de développement sous-traitées à des entreprises extérieures ;
  - les dotations aux amortissements des immobilisations corporelles ou incorporelles affectées de manière exclusive au développement.

Ils font l'objet d'un amortissement linéaire sur la durée d'utilisation prévue des outils développés débutant dès l'exercice d'inscription, à compter de leur mise en service. Compte tenu de la brièveté des cycles d'investissement propres au secteur d'activité de la société, la durée d'utilisation de ce type de biens est par principe limitée à 3 ans, sauf cas exceptionnel. L'échec des projets de développement se traduit dès sa constatation par l'amortissement exceptionnel définitif des frais de développement correspondants.

- Les dépôts des marques NetBooster, Pages Alias et Référencement figurent au bilan pour leur coût d'acquisition et ne sont pas amortis.

### **3.2 Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont présentées à leur coût d'acquisition, diminué d'un amortissement calculé suivant le mode linéaire (L) ou dégressif (D) sur la base de leur durée de vie économique. Les durées d'utilisation appliquées sont les suivantes :

- Agencements et installations : 10 ans (L)
- Matériel de bureau : de 3 à 5 ans (L) ou (D)
- Mobilier de bureau : de 5 à 10 ans (L)

### **3.3 Immobilisations financières**

Les immobilisations financières correspondent à des titres de participation d'entités non consolidées et à des dépôts de garantie enregistrés au bilan pour le montant versé.

Les titres de participation figurent au bilan à leur coût d'acquisition ; lorsque la valeur d'inventaire d'une immobilisation financière est inférieure à son coût d'acquisition ou à sa valeur comptable, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

### **3.4 Ecarts d'acquisition**

La différence entre le coût d'acquisition des titres des sociétés nouvellement consolidées (incluant les coûts de transaction) et la juste valeur de la quote-part du Groupe dans l'actif net acquis de la filiale est, après analyse, répartie entre :

- les écarts d'évaluation afférents aux actifs et passifs identifiables,
- l'écart d'acquisition pour le solde non affecté.

Inscrite à l'actif du bilan sous la rubrique « Ecarts d'acquisition », cette valeur est amortie, sauf cas exceptionnel, sur une durée maximale de 10 ans.

### **3.5 Stocks**

La valeur brute des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Si la valeur des stocks (prix de marché ou valeur nette de réalisation) à la date de clôture est inférieure à leur coût, une provision pour dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

### **3.6 Créances clients et comptes rattachés**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale et une provision pour dépréciation spécifique est constituée pour des créances identifiées comme présentant un risque d'irrécouvrabilité totale ou partielle.

Les créances présentant une incertitude ou absence d'information positive d'assurance de recouvrement font également l'objet d'une provision pour dépréciation. Les créances ainsi identifiées, antérieures de plus de 12 mois à la date de clôture font l'objet d'une provision intégrale. Les créances d'antériorité inférieure à 1 an par rapport à la date de clôture font l'objet d'une provision pour dépréciation de 50% ou 100% selon la nature et le niveau du risque identifié (litige déclaré ou absence d'information).

### **3.7 Opérations, créances et dettes en devises**

Les créances et dettes en devises sont converties en cours d'exercice, au cours de change du jour de la transaction (ou en cas d'opérations multiples dans une même devise sur une période donnée au cours de change mensuel moyen) et au cours de clôture à la date d'arrêté des comptes. Dans le cas où des pertes ou des gains de change latents sont constatés à la clôture de l'exercice, les écarts de conversion inscrits dans les comptes individuels sont inscrits en résultat consolidé.

### **3.8 Valeurs mobilières de placement – Equivalents de trésorerie**

A défaut d'être considérées comme équivalents de trésorerie, les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'achat. Elles font l'objet d'une provision pour dépréciation lorsque leur valeur d'inventaire devient inférieure à leur valeur comptable.

Les placements de trésorerie à court terme, très liquides, facilement convertibles en un montant connu de liquidités et dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative, sont considérés comme des équivalents de trésorerie et sont évalués à leur juste valeur à la clôture de l'exercice.

### **3.9 Impositions différées**

Certains décalages d'imposition dans le temps peuvent dégager des différences temporaires entre la base imposable et le résultat consolidé avant impôt.

Ces différences donnent lieu à la constatation d'impôts différés selon la méthode du report variable, c'est-à-dire au dernier taux connu à la date de clôture.

Pour les sociétés françaises, ce taux s'élève à 33 1/3 % quelle que soit l'échéance des différences temporaires.

Pour les sociétés étrangères, les taux utilisés s'élèvent respectivement à :

- Royaume Uni : 19,00 %
- Allemagne : 45,70 %
- Espagne : 35,00 %

Les actifs d'impôts différés résultant de différences temporaires ou de reports fiscaux déficitaires sont limités aux passifs d'impôts différés de même échéance, sauf si leur imputation sur des bénéfices fiscaux futurs est fortement probable à un horizon prévisible généralement compris entre un et trois ans et dans la mesure où, sauf exception, la société n'a pas connu deux exercices consécutifs déficitaires sur un plan fiscal au cours des deux derniers exercices clos.

### **3.10 Reconnaissance du chiffre d'affaires**

Les ressources du Groupe proviennent de contrats de prestations

- soit récurrents, typiquement conclus pour une durée initiale d'un an, renouvelables par tacite reconduction ;
- soit à caractère plus ponctuel basés sur la mise à disposition de moyens humains - sous forme de journées hommes - nécessaires à la réalisation de certaines missions d'expertise (activité de Consulting).

Il existe deux types principaux de contrats de prestations récurrentes : l'un concerne les prestations dites de Visibilité / Référencement, l'autre les prestations de génération de trafic dites de P.P.C. (Pay Per Click) et P.L. (Paid Listing) ou Liens Sponsorisés.

Les contrats de Visibilité / Référencement se décomposent en trois phases :

- une phase préalable d'audit nécessaire à la mise en évidence des spécificités des besoins de Référencement du client ;
- une phase de réalisation pendant laquelle est mise en œuvre la prestation ;
- une phase de maintenance pendant laquelle l'entreprise vérifie et valide le maintien de la pertinence du Référencement initial.

Ce chiffre d'affaires est constaté en comptabilité de la manière suivante :

- la phase d'audit et de réalisation, facturée dès la signature du contrat, donne lieu à un étalement sur trois mois (durée théorique de réalisation technique de la prestation) ;
- la maintenance, facturée trimestriellement d'avance, donne également lieu à un étalement sur trois mois en application des règles propres aux prestations continues successives.

Le mois de départ de l'étalement est déterminé comme suit :

- initiation de la prestation en première quinzaine du mois : l'étalement débute le mois même ;
- initiation de la prestation en seconde quinzaine du mois : l'étalement débute le mois suivant la facturation.

Les contrats de P.P.C. et P.L. se décomposent en deux phases :

- une phase de préparation des informations, mots clés ou autres éléments dont les bases de données des clients;
- une phase de suivi pendant laquelle l'entreprise s'assure que la génération de trafic se déroule correctement.

La facturation intervient mensuellement pour les volumes délivrés au cours du mois. Le chiffre d'affaires correspondant est constaté en comptabilité selon la période de livraison du trafic Internet facturé.

### **3.11 Provision pour risques et charges**

#### **3.11.1 Provision pour risques**

##### **Provision pour litiges**

Une provision pour risque est constituée en cas de litige avec les tiers sur la base d'une analyse au cas par cas.

#### **3.11.2 Provision pour charges**

##### **Provision pour engagements dans les entités mises en équivalence**

Une provision pour charges est constituée par l'entité consolidante en cas de prise d'engagements en complément de sa seule quote-part de capitaux propres représentative de ses droits financiers dans une société consolidée par mise en équivalence.

### **3.12 Reconnaissance d'opérations en résultat exceptionnel**

Le résultat exceptionnel comprend, le cas échéant, des éléments extraordinaires correspondant à des opérations ou événements non récurrents d'une importance significative par leur montant.

### **3.13 Résultat ramené à une action**

Les résultats par action sont calculés et présentés par référence aux principes posés par l'avis n°27 émis par l'Ordre des Experts-Comptables.

Ces calculs s'appuient notamment sur :

- le résultat net – part du groupe de la période ;
- le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période de constatation du résultat.

### **3.14 Indemnités de fin de carrière – Droits individuels à formation**

Compte tenu de son montant non significatif du fait de l'ancienneté moyenne et de l'âge moyen des employés, aucune provision pour indemnités de fin de carrière n'est comptabilisée.

Conformément à la Législation en vigueur, les salariés des sociétés françaises du groupe ont acquis à partir de l'année 2004, des droits individuels à la formation. Ces droits constituent une charge potentielle dont le caractère éventuel ne permet pas de répondre aux critères actuels de reconnaissance des passifs. En conséquence le groupe ne comptabilise aucune provision à ce titre.

### **3.15 Instruments financiers**

La société n'a recours à aucun instrument financier (couverture de change ou couverture de taux).

### **3.16 Conversion des états financiers des sociétés étrangères**

Les bilans des sociétés étrangères sont convertis en Euro au taux de change constaté à la date de clôture de l'exercice ou de la période.

Les comptes de résultat et les flux de trésorerie de ces mêmes sociétés sont convertis au taux moyen de l'exercice ou de la période.

Les différences de conversion engendrées par la traduction en Euro des comptes des sociétés étrangères sont incluses dans les capitaux propres.

## **4 PERIMETRE DE CONSOLIDATION**

### **4.1 Variations du périmètre de consolidation**

Entrées dans le périmètre de consolidation des sociétés suivantes :

- SARL REVERSO depuis le mois de février 2006
- SAS PROFIL ONE depuis le 15 novembre 2006
- SA TIMETOBUY depuis le 15 novembre 2006
- SARL PIXIDIS depuis sa constitution en date du 1er décembre 2006

## 4.2 Périmètre de consolidation

### **Société mère :**

#### **NetBooster SA**

11, rue Dieu

75010 PARIS

Capital social : 549 530 euros

N° Siret : 418 267 704

### **Filiale britannique :**

#### **NetBooster Ltd**

4, Bloomsbury square

WC1A 2 RP London

Angleterre

Capital social : 50 000 Gbp

N° immat. : 3980225

Pourcentage d'intérêts : 100 %

Méthode : Intégration globale

### **Filiale espagnole :**

#### **NetBooster Spain SL**

Alfonso XII, 8

28014 MADRID

Espagne

Capital social : 3 010 euros

N° immat. : B84421320

Pourcentage d'intérêts : 100 %

Méthode : Intégration globale

### **Filiale française :**

#### **TIMETOBUY**

11, rue Dieu

75010 PARIS

Capital social : 825 000 euros

N° Siret : 428 831 655

Pourcentage d'intérêts : 100 %

Méthode : Intégration globale

### **Participation française :**

#### **Reverso SARL**

11, rue Dieu

75010 PARIS

Capital social : 20 000 euros

N° Siret : 478 077 290

Pourcentage d'intérêts : 20 %

Méthode : Mise en équivalence

### **Filiale allemande :**

#### **NetBooster Webpositioning GmbH**

34 Wittelsbacheralle

D-60316 FRANCFORT

Allemagne

Capital social : 75 000 euros

N° immat. : HRB74664 Frankfurt

Pourcentage d'intérêts : 100 %

Méthode : Intégration globale

### **Filiale française :**

#### **Profil One**

11, rue Dieu

75010 PARIS

Capital social : 37 000 euros

N° Siret : 444 450 597

Pourcentage d'intérêts : 100 %

Méthode : Intégration globale

### **Filiale française :**

#### **PIXIDIS**

11, rue Dieu

75010 PARIS

Capital social : 8 000 euros

N° Siret : 493 019 731

Pourcentage d'intérêts : 51 %

Méthode : Intégration globale

### **4.3 Exclusion du périmètre de consolidation**

La société Buzz Lemon dans laquelle la société NetBooster Sa a acquis une participation de 50% pour un prix de 3 811 € au cours de l'exercice 2005 est une entité spécialisée dans les prestations de Buzz Marketing.

Son chiffre d'affaires s'est élevé à 214 878 € pour un résultat de 2 132 € au titre de l'exercice 2006. Au 31 décembre 2006, les fonds propres de cette société s'élevaient à 2 984 €.

Compte tenu du caractère peu significatif de cette activité en 2005, le groupe avait pris la décision de ne pas intégrer cette entité dans son périmètre de consolidation au 31 décembre 2005. Cette décision a été maintenue au 31 décembre 2006.

Cette participation est inscrite à l'actif des comptes consolidés du groupe à son coût d'acquisition (3 811 €).

### **4.4 Incidences des variations de périmètre de consolidation sur l'exercice**

#### **4.4.1 Informations bilancielles**

On pourra utilement se reporter au tableau de flux de trésorerie de l'exercice pour une analyse détaillée de l'incidence des variations de périmètre sur la trésorerie et le bilan consolidé du groupe.

#### **4.4.2 Informations sur le compte de résultat consolidé / comptes de résultat pro forma 2005 et 2006**

Afin de donner une image réelle de l'activité du Groupe, des comptes de résultat pro forma 2005 et 2006 ont été établis à périmètre et méthodes de consolidation identiques à ceux retenus au 31 décembre 2006 en intégrant l'activité des sociétés TIMETOBUY et PROFIL ONE sur une année complète.

En €	HISTORIQUE 31.12.2006	PROFORMA 31.12.2006	PROFORMA 31.12.2005	HISTORIQUE 31.12.2005
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>14 756 010</b>	<b>19 526 972</b>	<b>12 433 252</b>	<b>8 900 851</b>
Produits d'exploitation	537 120	553 168	394 634	385 438
Charges d'exploitation	(13 960 633)	(17 971 986)	(12 308 772)	(8 837 081)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>1 332 497</b>	<b>2 108 154</b>	<b>519 114</b>	<b>449 208</b>
Résultat financier	49 189	61 142	7 646	(8 683)
Résultat exceptionnel	(156 314)	(153 593)	(322 158)	(320 912)
Impôt-sociétés	845 661	570 296	470 176	503 200
Contribution des sociétés mises en équivalence	(16 230)	(16 230)	-	-
Amortissement des écarts d'acquisition	(72 929)	(577 448)	(576 593)	-
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>1 981 874</b>	<b>1 992 322</b>	<b>98 184</b>	<b>622 813</b>
Part revenant aux intérêts minoritaires	7 742	7 742	-	-
<b>Résultat - part du groupe</b>	<b>1 974 132</b>	<b>1 984 580</b>	<b>98 184</b>	<b>622 813</b>

#### 4.4.3 Retraitements concernant la société TIMETOBUY en 2005 et 2006

L'entrée de la société TIMETOBUY dans le périmètre de consolidation a eu lieu au 15 novembre 2006.

Afin de permettre la comparabilité des comptes et de donner l'image de la réalité économique du Groupe, les comptes de résultat pro forma intègrent cette société au 1er janvier 2005 et reprennent les comptes sociaux de la structure retraités des méthodes du groupe sur une année entière en 2005 et 2006.

##### 4.4.3.1 Particularités des éliminations d'opérations réciproques

Les opérations réciproques courantes ont été annulées depuis le 1er janvier 2005, à l'exception toutefois d'une plus-value de 275 000 € réalisée par la société NetBooster en juillet 2006 à l'occasion de la cession à la société TIMETOBUY d'un droit d'utilisation portant sur un outil de mesure de performance développé par la société. Cette plus-value ayant été réalisée avant l'entrée de la société TIMETOBUY dans le périmètre de consolidation, elle ne sera pas retraitée dans les comptes consolidés futurs de sorte que son élimination dans les comptes pro forma 2006 n'est pas apparue pertinente.

##### 4.4.3.2 Homogénéisation de certaines méthodes comptables

Les comptes individuels 2006 de la société TIMETOBUY ont fait l'objet d'ajustements significatifs en vue d'obtenir la cohérence des méthodes de reconnaissance des revenus de la société avec celles du groupe.

Ces retraitements ont abouti :

- à une augmentation du poste Produits Constatés d'Avance au 31 décembre 2005, traduite en compte de résultat 2005 par une réduction du chiffre d'affaires de 416 591 € ;
- à une augmentation du poste Produits Constatés d'Avance au 31 décembre 2004, traduite en compte de résultat 2005 par une augmentation du chiffre d'affaires de 50 440 €.

Ces ajustements ont été pris en compte dans l'établissement des comptes pro forma pour leurs incidences nettes d'effets d'impôts.

#### **4.4.3.3 *Prise en compte d'un an d'amortissement de l'écart d'acquisition***

L'écart d'acquisition, étudié ci après au paragraphe 5.2, est amorti sur dix ans. L'annuité d'amortissement est prise en compte dans les comptes de résultat pro forma 2005 et 2006 pour un montant annuel de 414 019 euros.

#### **4.4.3.4 *Valorisation des équivalents de trésorerie à leur juste valeur***

Les produits financiers ont été retraités en fonction de la juste valeur des équivalents de trésorerie à fin 2004 et fin 2005.

#### **4.4.4 *Retraitements concernant la société PROFIL ONE en 2005 et 2006***

L'entrée de la société PROFIL ONE dans le périmètre de consolidation a eu lieu au 15 novembre 2006.

Afin de permettre la comparabilité des comptes et de donner l'image de la réalité économique du Groupe, les comptes de résultat pro forma intègrent cette société au 1er janvier 2005 et reprennent les comptes sociaux de la structure retraités des méthodes du groupe sur une année entière en 2005 et 2006.

##### **4.4.4.1 *Eliminations d'opérations réciproques***

Les opérations réciproques ont été annulées depuis le 1er janvier 2005.

##### **4.4.4.2 *Prise en compte d'un an d'amortissement de l'écart d'acquisition***

L'écart d'acquisition, étudié ci après au paragraphe 5.2, est amorti sur sept ans. L'annuité d'amortissement est prise en compte dans les comptes de résultat pro forma 2005 et 2006 pour un montant annuel de 162 574 euros.

##### **4.4.4.3 *Valorisation des équivalents de trésorerie à leur juste valeur***

Les produits financiers ont été retraités en fonction de la juste valeur des équivalents de trésorerie à fin 2004 et fin 2005.

## 5 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

### 5.1 Immobilisations incorporelles

Au cours de l'exercice écoulé, la société NetBooster SA a engagé le développement de divers outils logiciels destinés à améliorer la gestion et le suivi de ses contrats.

Un projet de développement d'un progiciel de gestion intégrée a été lancé en collaboration avec une société spécialisée dans la mise en place et le développement de ce type d'outil. Outre les dépenses externes engagées en 2006 sur ce projet à hauteur de 51 229 €, la contribution des services internes de la société s'est élevée à 115 215 €.

L'ensemble des frais de développement internes portés à l'actif des comptes au cours de l'exercice 2006 s'est élevé à 185 696 €.

Les variations des valeurs brutes s'analysent comme suit:

	31.12.2005	Augmentation	Diminution	31.12.2006
Marques/Frais de dépôts	48 585	-	-	48 585
Logiciels	20 466	541 856 <sup>(1) (2)</sup>	-	562 322
Logiciels développés en interne	831 828	71 791 <sup>(2)</sup>	-	903 619
Logiciels de recherche	4 046	-	-	4 046
Autres droits	2 050	-	-	2 050
<b>TOTAL</b>	<b>906 975</b>	<b>613 647</b>	<b>-</b>	<b>1 520 622</b>

(1) dont liés aux variations de périmètre : 373 042 €

(2) dont logiciels développés par l'entreprise sur l'exercice : 185 696 €

Les variations des amortissements s'analysent comme suit :

	31.12.2005	Augmentation	Diminution	31.12.2006
Marques/Frais de dépôts	2 230	1 930	-	4 160
Logiciels	19 211	123 279	-	142 490
Logiciels développés en interne	643 601	144 723	-	788 324
Logiciels de recherche	3 784	262	-	4 046
Autres droits	-	683	-	683
<b>TOTAL</b>	<b>668 826</b>	<b>270 877</b>	<b>-</b>	<b>939 703</b>

## 5.2 Ecarts d'acquisition

### 5.2.1 Sarl REVERSO

L'entrée de la société Reverso dans le périmètre de consolidation du groupe s'est traduite par la constatation d'un écart d'acquisition de 4 661 € déterminé comme suit :

Date d'entrée dans le périmètre : février 2006

Prix de revient des titres : 5 272 € (dont 4 000 € acquittés au titre du prix principal d'acquisition et 1 272 € au titre des frais externes d'acquisition).

Quote-part de capitaux propres représentative des droits acquis : 611 €.

Durée d'amortissement de l'écart d'acquisition : 5 ans en mode linéaire

### 5.2.2 SA TIMETOBUY

L'entrée de la société TIMETOBUY dans le périmètre de consolidation du groupe s'est traduite par la constatation d'un écart d'acquisition de 4 140 193 € déterminé comme suit :

- Date d'entrée dans le périmètre : 15 novembre 2006
- Prix de revient des titres : 5 053 928 € décomposé comme suit :
  - Partie de prix payée comptant : 1 723 432 €
  - Partie de prix payée en actions : 994 948 €  
*(évaluée sur la base d'une juste valeur des actions remises égale à la moyenne des cours de l'action constatés pendant les 20 séances de bourse précédant l'opération)*
  - Partie de complément de prix à payer en 2007 : 948 004 €
  - Partie de complément de prix à payer en actions en 2007 : 494 615 €
  - Partie de complément de prix à payer comptant en 2008 (1) : 99 677 €
  - Partie de complément de prix à payer en actions en 2008 (1) : 260 703 €
- Frais d'acquisition des titres : 132 548 €

(1) Ces parties de complément de prix sont conditionnées par les performances de la société TIMETOBUY sur l'exercice 2007 et sont en tout état de cause plafonnées à 1 442 619 € ; elles ont été estimées sur la base de prévisions d'activité considérées comme raisonnables par le groupe.

- Quote-part de capitaux propres représentative des droits acquis : 913 735 €
- Durée d'amortissement de l'écart d'acquisition : 10 ans en mode linéaire

### 5.2.3 SAS PROFIL ONE

L'entrée de la société PROFIL ONE dans le périmètre de consolidation du groupe s'est traduite par la constatation d'un écart d'acquisition de 1 138 019 € déterminé comme suit :

- Date d'entrée dans le périmètre : 15 novembre 2006
- Prix de revient des titres : 1 504 221 € décomposé comme suit :
  - Partie de Prix payée comptant : 650 800 €
  - Partie de prix payée en actions : 300 769 €  
(évaluée sur la base d'une juste valeur des actions remises égale à la moyenne des cours de l'action constatés pendant les 20 séances de bourse précédant l'opération)
  - Partie de complément de prix à payer en 2007 : 125 000 € (1)
  - Partie de complément de prix à payer en actions nouvelles à émettre en 2007 : 125 000 €
  - Partie de complément de prix à payer fin décembre 2007 : 125 000 € (1)
  - Partie de complément de prix à payer en actions nouvelles à émettre fin déc. 2007 : 125 000 €
  - Frais d'acquisition des titres : 52 652 €

(1) Ces parties du prix font l'objet d'une garantie bancaire à première demande au bénéfice du cessionnaire des titres de la société PROFIL ONE.

- Quote-part de capitaux propres représentative des droits acquis : 366 202 €
- Durée d'amortissement de l'écart d'acquisition : 7 ans en mode linéaire

Les variations des valeurs brutes de ce poste s'analysent donc comme suit:

	31.12.2005	Augmentation	Diminution	31.12.2006
REVERSO	-	4 661	-	4 661
TIMETOBUY	-	4 140 193	-	4 140 193
PROFIL ONE	-	1 138 019	-	1 138 019
<b>TOTAL</b>	<b>-</b>	<b>5 282 873</b>	<b>-</b>	<b>5 282 873</b>

Les variations des amortissements s'analysent comme suit :

	31.12.2005	Augmentation	Diminution	31.12.2006
REVERSO 01/02/2006 - 5 ans	-	855	-	855
TIMETOBUY 15/11/2006 - 10 ans	-	51 752	-	51 752
PROFIL ONE 15/11/2006 - 7 ans	-	20 322	-	20 332
<b>TOTAL</b>	<b>-</b>	<b>72 929</b>	<b>-</b>	<b>72 929</b>

### 5.3 Immobilisations corporelles

Les variations des valeurs brutes s'analysent comme suit :

	31.12.2005	Augmentation	Diminution	31.12.2006
Aménagements et installations	467 916	2 500	3 081	467 335
Matériels et mobiliers de bureau	405 789	355 751(1)	8 285	753 255
<b>TOTAL</b>	<b>873 705</b>	<b>358 251</b>	<b>11 366</b>	<b>1 220 590</b>

(1) Dont liés aux variations de périmètre : 242 755 €

Les variations des amortissements s'analysent comme suit:

	31.12.2005	Augmentation	Diminution	31.12.2006
Aménagements et installations	243 640	49 709	3 081	290 268
Matériels et mobiliers de bureau	351 128	210 613 (1)	8 285	553 456
<b>TOTAL</b>	<b>594 768</b>	<b>260 322</b>	<b>11 366</b>	<b>843 724</b>

(2) Dont liés aux variations de périmètre : 173 961 €

### 5.4 Immobilisations financières

Les variations des valeurs brutes s'analysent comme suit :

	31.12.2005	Augmentation	Diminution	31.12.2006
Participations <sup>(1)</sup>	3 811	-	-	3 811
Autres titres immobilisés	-	-	-	-
Autres immobilisations financières	156 702	62 466 <sup>(2)</sup>	32 769	186 399
<b>TOTAL</b>	<b>160 513</b>	<b>62 466</b>	<b>32 769</b>	<b>190 210</b>

(1) Titres BUZZ LEMON : voir note 4 relative aux exclusions du périmètre de consolidation

(2) Dont liés aux variations de périmètre : 23 322 €

## 5.5 Titres mis en équivalence

Les variations des valeurs brutes s'analysent comme suit :

	31.12.2005	Augmentation	Diminution	31.12.2006
<b>Titres REVERSO</b>	-	611	611	0
<b>Provision pour dépassement d'engagements financiers</b>	-	(15 619)	-	(15 619)
Valeur d'entrée dans le groupe	-	611	-	611
Contribution aux réserves consolidées	-	-	-	-
Contribution au résultat du groupe	-	(16 230)	-	(16 230)
<b>TOTAL</b>	-	<b>(16 230)</b>	<b>611</b>	<b>(15 619)</b>

## 5.6 Créances clients et comptes rattachés

Les créances clients et comptes rattachés ont une échéance inférieure à un an et s'analysent comme suit au 31 décembre 2006 :

Créances clients et comptes rattachés	31.12.2006	31.12.2005
Clients et comptes rattachés	5 382 087	2 396 028
Prov pour créances douteuses	-159 845	-148 390
Prov pour incertitudes sur créances clients <sup>(1)</sup>	-329 471	-290 427
<b>TOTAL</b>	<b>4 892 771</b>	<b>1 957 211</b>

<sup>(1)</sup> Voir Note 3.6

## 5.7 Autres créances

Les autres créances ont une échéance inférieure à un an (à l'exception des créances de crédit d'impôt recherche (voir ci-dessous) et des impôts différés actif – voir note 5.8) et s'analysent comme suit au 31 décembre 2006 :

Autres créances	31.12.2006	31.12.2005
Fournisseurs	52 733	19 326
Personnel	17 747	14 673
Organismes sociaux	2 554	1 688
Etat impôts sur les bénéfices <sup>(1)</sup>	25 388	359 750
Etat impôts différés actif	1 532 085	614 505
Etat taxes sur le chiffre d'affaires	179 240	34 435
Fonds de garantie, réserves et compte Factor	44 320	20 275
Autres créances	89 938	49 103
<b>TOTAL</b>	<b>1 944 005</b>	<b>1 113 755</b>

- (1) Le poste Etat impôts sur les bénéfices comporte essentiellement les créances de crédit d'impôt recherche enregistrées par la société NetBooster SA au titre de ses dépenses de recherche-développement engagées au cours des années 2003, 2004 et 2005 soit respectivement 10 645 €, 11 552 € et 3 187 €.

Les investissements en recherche ont notamment porté sur le développement de nouveaux outils devant permettre :

- d'améliorer l'efficacité du processus de référencement avec pour objectif d'accroître la productivité des services de production ;
- de créer, développer et enrichir la gamme de l'offre de prestations connexes au référencement, créatrices de valeur ajoutée additionnelle ;
- d'accéder à de nouvelles technologies débouchant sur une proposition de prestations innovantes sur le marché du référencement français.

Les créances de crédit d'impôt recherche sont remboursables dans l'hypothèse où la société ne pourrait les imputer sur l'impôt sur les bénéfices supporté au titre des trois années suivant celle de leur constatation.

Après le remboursement de la créance originaire de 2001 intervenu au début de l'année 2006, la créance originaire de 2002 (177 218 €) a fait l'objet d'un remboursement au cours du second semestre 2006.

## 5.8 Impôts différés actifs

	31.12.2006	31.12.2005
NetBooster SA	1 408 198	480 853
NetBooster LTD (Royaume Uni)	66308	89 173
NetBooster GmbH (Allemagne)	47846	39 725
NetBooster Spain (Espagne)	7 206	4 755
TIMETOBUY (France)	2527	-
<b>TOTAL</b>	<b>1 532 085</b>	<b>614 505</b>

L'essentiel des impôts différés actif correspond à des économies d'impôts attendues des reports déficitaires dont sont détentrices les sociétés du groupe :

**Tableau des reports de déficits fiscaux <sup>(1)</sup> des sociétés du groupe**

	NetBooster SA	NetBooster LTD	NetBooster GmbH	NetBooster Spain
Taux d'impôt différés (report variable)	33,33%	19,00%	45,70%	35,00%
Reports déficitaires au 31/12/2006 <sup>(1)</sup>	5 299 698	348 989	104 695	-
Taux d'activation des pertes fiscales 2006	0,7971	1	1	NA
Reports déficitaires non activés au 31/12/2006 <sup>(1)</sup>	1 075 105	0	0	NA
Reports déficitaires au 31/12/2005 <sup>(1)</sup>	6186674	469 332	86 925	13585
Taux d'activation des pertes fiscales 2005	0,23	1	1	1
Reports déficitaires non activés au 31/12/2005 <sup>(1)</sup>	4744115	0	0	0

<sup>(1)</sup> Corrigés des décalages temporaires d'imposition et des retraitements de consolidation

- La filiale anglaise (NetBooster LTD) utilise ses reports déficitaires depuis l'exercice 2002. Les déficits sont reportables de manière illimitée dans le temps et leur imputation est estimée probable par le groupe.
- La filiale allemande (NetBooster GMBH) a également présenté des résultats bénéficiaires de manière récurrente depuis l'année 2002. L'exercice 2005 s'est soldé par une perte en raison d'éléments exceptionnels non récurrents liés à une restructuration importante des effectifs. L'exercice 2006 s'est avéré globalement déficitaire mais la filiale a enregistré un bénéfice d'exploitation d'environ 38 K€ sur le second semestre 2006 rattrapant une grande partie du déficit enregistré au premier semestre. Un retour aux bénéfices est attendu pour l'exercice 2007.
- La société NetBooster SA enregistre depuis 2004 des résultats fiscaux positifs. En conséquence, le groupe a estimé probable l'imputation de 4 224 593 € de pertes fiscales sur les résultats fiscaux anticipés jusqu'au 31 décembre 2008.
- L'impact sur le résultat de la période des activations supplémentaires d'impôts différés actifs s'élève à 927 345 €.
- L'imputation du solde de reports déficitaires (à durée illimitée dans le temps) n'est qu'éventuelle au sens des méthodes du groupe et n'a donc fait l'objet d'aucune activation complémentaire.

## 5.9 Trésorerie – Equivalents de trésorerie

	31.12.2006	31.12.2005
Valeurs mobilières de placement	3 329 124	615 559
Disponibilités	887 983	480 532
<b>TOTAL</b>	<b>4 217 107</b>	<b>1 096 091</b>

## 5.10 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 134 412 € au 31 décembre 2006 contre 83 515 € au 31 décembre 2005.

Ce poste correspond à des ajustements classiques de charges d'exploitation.

## 5.11 Capitaux propres

### Opérations de la période sur le capital social de la société consolidante

Le capital social de la société s'élevait à 446 685,90 € au 31 décembre 2005 et était constitué de 4 466 859 actions de valeur nominale 0,10 euro.

Les mouvements sur le poste capital de l'entité consolidante s'analysent comme suit :

	Nombre actions	Nominal	Montant
<b>Ouverture de l'exercice</b>	<b>4 466 859</b>	<b>0,1</b>	<b>446 685,90</b>
Augmentation de capital en numéraire (27/07/2006)	835 000	0,1	83 500,00
Augmentations de capital par apport de titres (TIMETOBUY et PROFIL ONE)	193 436	0,1	19 343,60
<b>Clôture de l'exercice</b>	<b>5 495 295</b>	<b>0,1</b>	<b>549 529,50</b>

L'ensemble des opérations d'augmentation de capital de l'exercice se sont effectués sur la base d'un prix d'émission de 5,55 € par action.

Les frais d'augmentation de capital en numéraire se sont élevés à 554 602 € et ont fait l'objet d'une imputation sur les primes d'émission liées à l'opération.

Les opérations d'apport en nature de titres ayant permis la prise de contrôle des entités TIMETOBUY et PROFIL ONE ont nécessité des retraitements spécifiques impactant de la manière suivante les capitaux propres consolidés du groupe :

- Les frais d'augmentation de capital par apports en nature ont été incorporés au prix de revient des titres apportés à hauteur de 35 855 € ;
- La revalorisation des actions apportées par référence à la juste valeur des actions NetBooster émises en rémunération des apports s'est traduite par une augmentation de 222 149 € des primes dégagées par l'opération (voir note 5.2 relative aux écarts d'acquisition).

La société consolidante a procédé au cours de l'exercice à l'émission de droits et contracté des engagements donnant accès à son capital.

	Nombre	Date de départ des options	Prix de souscription	% maximal de capital (droits financiers)
Actions gratuites	123 193	20-avr-08	0 €	2,12%
Actions gratuites	31 459	26-sept-08	0 €	0,54%
Bons de souscription d'actions M	62 536	08-juin-06	5,00 €	1,07%
Bons de souscription d'actions 1 <sup>(1)</sup>	148 535	15-mai-07	Non connu <sup>(1)</sup>	0,77%
Bons de souscription d'actions 2 <sup>(1)</sup>	148 535	15-mai-08	Non connu <sup>(1)</sup>	0,68%
Engagement de souscription réservée <sup>(2)</sup>	NA	31-janv-07	9,03 €	0,24%
Engagement de souscription réservée <sup>(2)</sup>	NA	31-déc-07	Non connu <sup>(2)</sup>	0,17%

(1) Ces bons de souscription bénéficient aux apporteurs des titres TIMETOBUY et couvrent la partie complément de prix en actions détaillée en note 5.2. Le nombre de titres à émettre au titre des BSA 1 est égal à une contrevaieur en actions de 494 615 € sur la base de la moyenne des cours de l'action constatés lors des 20 séances de bourse précédant l'approbation annuelle des comptes 2006 de la société. Les BSA 2 suivent le même régime mais le montant de la contrevaieur en actions reste conditionné par le niveau des performances de la société TIMETOBUY en 2007.

(2) Les engagements de souscription réservée bénéficient à l'apporteur des titres PROFIL ONE et couvrent la partie complément de prix en actions détaillée en note 5.2. Le nombre de titres à émettre au titre de l'engagement à échéance de fin décembre 2007 est égal à une contrevaieur en actions de 125 000 € sur la base de la moyenne des cours de l'action constatés lors des 10 séances de bourse précédant le paiement de la partie liquide du second complément de prix.

Les pourcentages du tableau ci-dessus sont déterminés en partant de l'hypothèse que tous les droits sont effectivement exercés. L'impact dilutif est calculé sur la base d'un cours moyen de l'action NetBooster de 11 € pour les BSA 1 (échéance proche), de 12,50 € pour les BSA 2 et l'engagement de souscription réservée à échéance de fin 2007.

Le tableau de variation des capitaux propres s'établit comme suit :

	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Ecart de conversion	Ecart de réévaluation	Autres	Capitaux propres
<b>Situation au 31.12.2005</b>	<b>446 686</b>	<b>2 850 594</b>	<b>(3 393 256)</b>	<b>622 812</b>	<b>(83 957)</b>	<b>15 097</b>	-	<b>457 976</b>
<b>Variations de capital (entité consolidante)</b>	102 844	5 604 976	-	-	-	-	-	5 707 820
Augmentations de capital	-	(554 602)	-	-	-	-	-	(554 602)
Imputation de frais d'augmentation sur primes <sup>(1)</sup>	-	222 149	-	-	-	-	-	222 149
Révision à la juste valeur des titres apportés	-	-	622 812	(622 812)	-	-	-	-
Reclassement résultat exercice 2005	-	-	-	1 974 132	-	-	-	1 974 132
Résultat consolidé de la période	-	-	-	-	6 791	-	-	6 791
Variations des écarts de conversion	-	-	15 097	-	-	(15 097)	-	-
Réaffectation d'écart de réévaluation libre	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Situation au 31.12.2006</b>	<b>549 530</b>	<b>8 123 117</b>	<b>(2 755 347)</b>	<b>1 974 132</b>	<b>(77 166)</b>	-	-	<b>7 814 266</b>

(1) L'économie d'impôt liée à ces frais est constatée en 2006 sous la forme d'une réduction des stocks de déficits fiscaux reportables non activés.

## 5.12 Information financière réduite à une seule action

	31.12.2006	31.12.2005
Nombre moyen pondéré d'actions	4 850 402	4 313 047
<b>Résultat net par action – part du groupe</b>	<b>0,41 €</b>	<b>0,14 €</b>

	31.12.2006	31.12.2005
Nombre moyen pondéré d'actions (/dilution)	4 994 044	4 313 047
<b>Résultat dilué par action – part du groupe</b>	<b>0,40 €</b>	<b>0,14 €</b>

	31.12.2006	31.12.2005
Nombre d'actions en circulation en fin de période	5 495 295	4 466 859
<b>Fonds propres par action <sup>(1)</sup></b>	<b>1,42 €</b>	<b>0,10 €</b>

(1) Y compris le résultat – part du groupe de l'exercice

## 5.13 Provisions pour risques et charges

	31.12.2005	Augmentation	Diminution	31.12.2006
Pénalités de retard <sup>(1)</sup>	134 945	-	134 945	-
Prise en charge d'excédent de déficits sur titres mis en équivalence <sup>(2)</sup>	-	15 619	-	15 619
<b>TOTAL</b>	<b>134 945</b>	<b>15 619</b>	<b>134 945</b>	<b>15 619</b>

(1) Ces pénalités étaient liées au passif social et fiscal pour lequel la société consolidante avait obtenu un moratoire auprès de la Commission des Services Financiers. Suite au remboursement par anticipation de ce passif, l'entité consolidante est parvenue à obtenir une remise partielle de certaines majorations de retard ; d'autres font l'objet d'une demande de remise gracieuse toujours en cours d'instruction. Ces dernières restent inscrites au passif circulant pour 42 905 €.

(2) Voir note 5.5.

### Détail des reprises de provision de l'exercice

– Reprises utilisées :	68 384 €
– Reprises non utilisées :	66 561 €
– Total des reprises de l'exercice :	134 945 €

A l'exception des événements ou faits relatés en note 6, il n'existe aucun autre fait exceptionnel ou litige susceptible d'avoir une incidence significative sur la situation financière, le patrimoine, l'activité et les résultats de la société.

### 5.14 Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit

	31.12.2006	< 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Soldes créditeurs de banques et agios à payer	171 034	171 034		
<b>Total</b>	<b>171 034</b>	<b>171 034</b>	-	-

### 5.15 Dettes financières

Les postes "Dépôts reçus" et "Avances conditionnées Coface" sont pour l'essentiel d'échéances supérieures à un an. Le poste Associés – comptes courants est d'échéance inférieure à 1 an.

	31.12.2006	31.12.2005
Dépôts reçus	5 000	8 400
Avances conditionnées COFACE	80 540	87 920
Associés – Comptes courants	9 270	45 440
<b>TOTAL</b>	<b>94 810</b>	<b>141 760</b>

### 5.16 Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Les dettes fournisseurs et comptes rattachés s'analysent comme suit au 31 décembre 2006 :

	31.12.2006	31.12.2005
Comptes fournisseurs	2 638 588	1 616 954
Factures non parvenues	782 991	125 788
<b>TOTAL</b>	<b>3 421 579</b>	<b>1 742 742</b>

## 5.17 Dettes fiscales et sociales - Autres dettes

Les dettes fiscales et sociales ont une échéance inférieure à un an au 31 décembre 2006 et s'analysent comme suit :

	31.12.2006	31.12.2005
<b>Dettes sociales</b>	<b>712 071</b>	<b>338 477</b>
Personnel et comptes rattachés	255 770	140 988
Organismes sociaux	456 301	197 489
<b>Dettes fiscales</b>	<b>1 273 227</b>	<b>460 726</b>
Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	1 033 001	417 266
Autres impôts et taxes	237 859	43 460
Etat – impôts différés passif	2 367	-
<b>Autres dettes</b>	<b>3 064 469</b>	<b>823 310</b>
Avances Factor <sup>(1)</sup>	-	837
Avances Clients et Clients créditeurs	40 353	62 978
Clients – avoirs à établir	158 325	52 137
Echéancier Commission des Services Financiers	-	424 484
Echéancier fournisseur	158 694	282 874
Dettes sur acquisition TIMETOBUY <sup>(2)</sup>	2 203 097	-
Dettes sur acquisition PROFIL ONE <sup>(2)</sup>	500 000	-
Autres dettes	4 000	-
<b>TOTAL</b>	<b>5 049 767</b>	<b>1 622 513</b>

(1) Le contrat d'affacturage a été résilié à effet du 31 décembre 2006

(2) Voir note 5.2

Les échéances à plus d'un an s'élèvent à 771 669 € et se décomposent comme suit :

- Echéancier fournisseur : 11 289 €.
- Dettes sur acquisition TIMETOBUY : 760 380 € dont 260 703 € à rémunérer en actions NetBooster.

L'échéancier Commission des Services Financiers a été intégralement remboursé par le groupe en février 2006.

## 5.18 Produits constatés d'avance (971 433 €)

Les produits constatés d'avance correspondent à l'étalement du chiffre d'affaires relatif aux phases d'audit, inscription et maintenance, aux avances sur consommations de trafic, à des prestations de Consulting facturées restant à servir et à des produits de sous-location.

## 5.19 Analyse du chiffre d'affaires et de la marge brute

Le chiffre d'affaires réalisé sur l'année 2006 par le groupe s'élève à 14 756 010 €.

Il se répartit comme suit :

	Chiffre d'affaires 2006	Chiffre d'affaires 2005	Prestations de génération de trafic	Prestations de référencement	Prestations de Consulting	Autres prestations
France	9 229 006	6 403 580	7 193 573	1 181 752	711 416	142 265
Royaume-Uni	2 457 766	1 793 572	2 195 692	97 415	158 127	40 698
Allemagne	688 747	554 704	553 170	73 647	40 698	21 232
Espagne	1 705 787	148 994	1 453 539	57 170	172 778	22 300
Timetobuy	598 140	-	-	-	-	598 140
Profil One	51 564	-	-	-	-	51 564
Pixidis	25 000	-	-	-	-	25 000
<b>Total Groupe</b>	<b>14 756 010</b>	<b>8 900 850</b>	<b>11 395 974</b>	<b>1 409 984</b>	<b>1 083 019</b>	<b>867 033</b>

## 5.20 Autres produits d'exploitation

	31.12.2006	31.12.2005
Production immobilisée	185 696	41 714
Vente de droits d'utilisation logiciels (ROI)	275 000	-
Reprise de provision pour dépréciation de créances	-	269 032
Transfert de charges d'exploitation vers résultat exceptionnel <sup>(1)</sup>	72 168	68 413
Autres transferts de charges d'exploitation et divers	4 256	6 279
<b>TOTAL</b>	<b>537 120</b>	<b>385 438</b>

<sup>(1)</sup> Voir note 5.22 relative au résultat exceptionnel

## 5.21 Résultat financier

	31.12.2006	31.12.2005
<b>Produits financiers</b>	<b>94 983</b>	<b>62 575</b>
Produits des placements de trésorerie	72 464	3 297
Autres produits financiers	3 693	5 921
Gains de change	18 826	53 357
<b>Charges financières</b>	<b>-45 793</b>	<b>-62 296</b>
Intérêts sur emprunts financiers à moyen long terme	-	624
Autres charges financières	15 381	2 729
Pertes de change	30 412	58 943
<b>Ecart de conversion sur éliminations groupe</b>	<b>-</b>	<b>-8 962</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>49 189</b>	<b>-8 682</b>

## 5.22 Résultat exceptionnel

	31.12.2006	31.12.2005
<b>Produits exceptionnels</b>	<b>176 684</b>	<b>226 349</b>
Régularisations diverses sur actifs et passifs <sup>(1)</sup>	41 567	56 802
Produits des cessions d'actifs	172	151 538
Abandon de créances financières	-	7 747
Reprise de provision pour pénalités <sup>(2)</sup>	134 945	10 262
<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>332 998</b>	<b>547 262</b>
Régularisations diverses sur actifs et passifs <sup>(3)</sup>	49 945	52 984
Frais exceptionnels de réimpression d'ouvrages	-	6 835
Domages et intérêts sur litiges	-	157 474
Charges de restructuration (plan de licenciement)	-	68 413
Charges de restructuration financière (Moratoires)	-	25 751
Dépenses internes de personnel non récurrentes affectées à l'opération IPO <sup>(4)</sup>	25 145	-
Dépenses internes affectées à la recherche d'acquisitions <sup>(4)</sup>	74 766	-
Amendes et pénalités de retard <sup>(2)</sup>	68 451	12 385
Perte de revenus constatés sur exercices antérieurs	4 282	15 856
Valeurs nettes comptables des actifs cédés	-	144 679
Abandon de créance à caractère commercial <sup>(5)</sup>	-	41 500
Dotations aux provisions pour risques / pénalités de retard	-	20 386
Dotations aux dép. et amort. à caractère exceptionnel	1 369	999
Cession de créances commerciales <sup>(6)</sup>	109 040	-
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>(156 314)</b>	<b>(320 913)</b>

- (1) Dont produits concernant des exercices antérieurs : 30 686 €
- (2) Voir note 5.13 relative aux provisions pour risques et charges
- (3) Dont charges concernant des exercices antérieurs : 43 695 €
- (4) Compte tenu du caractère non récurrent et significatif des dépenses internes spécifiquement engagées par la société dans le cadre du projet d'augmentation de capital par introduction en Bourse et des projets d'acquisition de l'exercice, le groupe a estimé pertinent leur traitement en résultat exceptionnel en terme d'information financière. Ce transfert a essentiellement été formalisé par le mouvement dans le poste Transfert de charges d'exploitation (voir note 5.20).
- (5) Cet abandon de créance consenti en 2005 a été assorti d'une clause de retour à meilleure fortune (voir note 5.26).
- (6) A la fin de l'année 2006, une créance douteuse de 109 040 € a été cédée pour 1 € symbolique à un tiers spécialisé dans les recouvrements délicats afin de solder une situation litigieuse avec un ancien client du groupe.

### **5.23 Charges d'impôts sur les bénéfices (845 661 €)**

Le poste Impôts sur les bénéfices se décompose comme suit :

Impôts sur les bénéfices exigibles ou acquittés :	67 848 €
Créances de crédits d'impôts constatées vis-à-vis du Trésor Public :	N é a n t
<b>Total impôts exigibles</b>	<b>67 848 €</b>
Activation de postes d'impôts différés actifs :	(937 917 €) <sup>(1)</sup>
Utilisation de postes d'impôts différés actifs :	24 408 € <sup>(2)</sup>
<b>Total variation des impôts calculés</b>	<b>(913 509 €)</b>
<b><i>Produit d'impôts sur les bénéfices de l'exercice</i></b>	<b><i>(845 661 €)</i></b>

(1) Dont France : 927 345 €

(2) Dont France : néant

La preuve d'impôt de l'année 2006 s'établit comme suit :

Charge d'impôt théorique (33,33 %) :	408 K€
Impact de différences de taux d'imposition :	(20) K€
Différences définitives sur bases d'imposition :	(11) K€
Utilisation de déficits fiscaux non activés en 2005 (France) * :	(296) K€
Impact des activations exceptionnelles sur NetBooster SA :	(927) K€
<b><i>Produit d'impôt effectif :</i></b>	<b><i>(846 K€)</i></b>

\* Voir note 5.8 sur la variation des déficits fiscaux retraités :  $(6\,186\,674 - 5\,299\,698) * 33\,1/3\% = 295\,659$  €. L'absence d'activation d'impôts différés à la clôture 2005 au titre de reports déficitaires à utiliser en 2006 était liée à l'absence de perspective de résultat fiscal bénéficiaire compte tenu de l'impact fiscal de la déduction extracomptable des frais d'augmentation de capital prévue pour l'année 2006. L'économie d'impôt liée à ces frais est constatée en 2006 sous la forme d'une réduction des stocks de déficits fiscaux reportables non activés.

## 5.24 Contribution des sociétés intégrées aux résultats consolidés/part du groupe

	<b>Total Groupe</b>	<b>NetBooster France</b>	<b>Royaume-Uni</b>	<b>Allemagne</b>	<b>Espagne</b>	<b>Timetobuy</b>	<b>Profil One</b>	<b>Pixidis</b>
Résultat d'exploitation	1 332 497	998 265	152 058	-7 947	-4 780	141 340	29 861	23 700
Résultat financier	49 189	78 777	(25 996)	(6 739)	-179	1 929	1 398	-
Résultat exceptionnel	(156 314)	(153 170)	-	(3 145)	-	-	-	-
Impôt sur les bénéfices	845 661	927 345	(24 574)	8 121	1 736	(48 645)	(10 420)	(7 900)
Intérêts minoritaires	(7 742)	-	-	-	-	-	-	(7 742)
<b><i>Résultat net des sociétés intégrées*</i></b>	<b><i>2 063 291</i></b>	<b><i>1 851 217</i></b>	<b><i>101 487</i></b>	<b><i>(9 710)</i></b>	<b><i>(3 224)</i></b>	<b><i>94 624</i></b>	<b><i>20 839</i></b>	<b><i>8 058</i></b>

\* part du groupe mais avant résultats des entreprises mises en équivalence et amortissements des écarts d'acquisition.

## **5.25 Membres des organes d'administration et de direction**

Rémunérations allouées à raison de leurs fonctions dans la société mère : 110 406 €

Rémunérations à raison de leurs fonctions dans les entreprises contrôlées : néant

Engagement en matière de pension et indemnités assimilées : néant

Avances et crédits accordés : néant

## **5.26 Sûretés réelles consenties et engagements hors bilan**

### **5.26.1 Sûretés réelles consenties et engagements donnés**

La société avait nanti son fonds commercial en garantie du plan de remboursement accordé en mai 2005 par la Commission des Services Financiers. Compte tenu du remboursement intégral du passif correspondant, ce nantissement a pu être levé au cours du premier semestre 2006.

Les engagements donnés (fermes et conditionnels) aux cédants des entités TIMETOBUY et PROFIL ONE sont décrits en note 5.2 et sont traduits au passif des comptes consolidés du groupe.

La dette contractée auprès du cédant des titres PROFIL ONE est garantie par un établissement bancaire à hauteur de 250 000 € pour le compte de la société NetBooster.

### **5.26.2 Engagements reçus**

En date du 11/08/2005, NetBooster SA a consenti à l'un de ses clients un abandon de créances à caractère commercial de 41 500 € hors taxe assorti d'une clause de remboursement en cas de retour à meilleure fortune.

Le critère du retour à meilleure fortune s'entend de l'atteinte par ce client d'un objectif de chiffre d'affaires annuel au plus tard le 31 décembre 2015.

La société NetBooster SA n'a bénéficié d'aucun retour à meilleure fortune au titre de l'année 2006.

## 6 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DES COMPTES CONSOLIDES

### 6.1 Lancement d'un emprunt obligataire convertible en actions à souscription réservée

Le 15 Mars 2007, la Société a annoncé la clôture d'un placement privé auprès d'investisseurs institutionnels d'Obligations Convertibles en Actions NetBooster correspondant à un montant brut avant déduction des frais liés à cette opération de 20 000 000 d'euros. L'émission réservée a porté sur 320 Obligations Convertibles, d'une valeur nominale de 62 500 euros, chaque obligation permettant, en cas de conversion en actions demandée par son titulaire, de souscrire à 5 000 actions nouvelles de la société NetBooster sur la base d'un prix d'exercice de 12,50 euros par action.

La durée de cet emprunt est de 5 ans à compter du 23 Mars 2007 – date de jouissance. Il portera intérêt au taux annuel de 3%.

Le produit de cet emprunt obligataire doit donner à la société la flexibilité financière pour mener de nouvelles opérations de croissance externe.

### 6.2 Acquisition de la société italienne ADVance Srl

Le 26 Mars 2007, la Société NetBooster a annoncé l'acquisition de ADVance Srl, agence de Marketing Online leader sur le marché Italien.

Fondée en 2002 par Luca Ascani – personnalité reconnue de la NetEconomie en Italie - ADVance s'est imposée comme l'agence interactive leader indépendant en Italie dans le Marketing Online avec une implantation à Rome et à Milan.

Comparable à celle de NetBooster, l'offre de services de ADVance s'articule autour des pôles suivants :

- Référencement payant
- Référencement naturel
- Conseil média online et gestion de campagnes média
- Affiliation
- Gestion de campagnes d'eMailing

NetBooster acquiert 100% du capital d'ADVance Srl pour un prix de 1,8 millions d'euros payable à la date de réalisation de la transaction avec un complément de prix dont le montant sera fonction des performances qui seront réalisées par ADVance sur les exercices 2007 et 2008.

Sur l'exercice 2006, ADVance a réalisé un chiffre d'affaires de 5 millions d'euros pour un résultat d'exploitation de 264 000 euros. La trésorerie nette de ADVance est anticipée à environ 150 000 € à la date de réalisation de l'opération.

**RAPPORT DE GESTION SUR LE GROUPE ET  
LES COMPTES CONSOLIDES DE  
NETBOOSTER**

**RAPPORT DE GESTION SUR L'ACTIVITE ET  
LES COMPTES SOCIAUX DE NETBOOSTER**

Mesdames, Messieurs et chers Actionnaires,

Conformément à la loi et aux statuts, nous vous avons réunis en assemblée générale ordinaire annuelle et extraordinaire afin de vous rendre compte de l'activité de la société Netbooster (ci-après la "Société") et de ses filiales au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2006, des résultats de cette activité et des perspectives d'avenir, et de soumettre à votre approbation les comptes annuels et les comptes consolidés au cours dudit exercice.

*Les convocations habituelles vous ont été adressées et tous les documents prévus par la réglementation en vigueur ont été tenus à votre disposition dans les délais prescrits.*

## **1 ACTIVITE DE LA SOCIETE ET DE SES FILIALES ET EVOLUTION DES AFFAIRES AU COURS DE L'EXERCICE 2006**

### **1.1 Affaires commerciales**

L'exécution, initiée en 2005, du plan de développement des activités commerciales et de production en France et dans les filiales étrangères s'est poursuivie sur l'année 2006 notamment en Espagne.

### **1.2 Introduction sur le marché Alternext d'Euronext Paris SA**

Nous vous rappelons qu'afin de financer son plan de croissance externe, notre Société a engagé un processus d'introduction par augmentation de son capital sur le marché de cotation Alternext d'Euronext Paris SA. Cette opération a abouti au cours du mois de juillet 2006, permettant à la Société de lever 4 634 250 €.

### **1.3 Solution de Gestion Intégrée**

Netbooster a lancé au début du troisième trimestre 2006 la mise en place d'un *Enterprise Resource Planning* (ERP) en faisant appel à une société spécialisée dans ce type de prestations sur mesure. Cet investissement important a impliqué de nombreux salariés de l'entreprise au cours du second semestre de l'exercice y compris dans les tâches de conception détaillée de l'application voire de développement. Les objectifs assignés à cet outil sont ambitieux et comportent notamment, à terme, la gestion intégrée (production, facturation, comptabilité...) de l'ensemble des activités du groupe. Les coûts engagés sur ce projet sur l'exercice s'élèvent à 166 444 €.

### **1.4 Prises de participations significatives dans les sociétés ayant leur siège social en France ou prises de contrôle de telles sociétés**

#### **1.4.1 Reverso Group**

Au début de l'exercice 2006, la société Netbooster a acquis une participation de 20 % dans la société Reverso Group, société à responsabilité limitée au capital de 20 000 €, dont le siège social est situé : 11, rue Dieu – 75010 Paris et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 432 687 804.

La société Reverso Group est une agence interactive spécialisée dans la gestion des médias et de l'information publicitaire sur le web.

#### **1.4.2 Timetobuy**

Au cours du second semestre 2006, la société Netbooster a acquis 100 % du capital et des droits de vote de la société Timetobuy, société anonyme au capital de 825 000 €, dont le siège social est situé : 11, rue Dieu – 75010 et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 428 831 655.

La société Timetobuy a pour activité le conseil et la gestion en matière d'achat d'espaces publicitaires on line, la création de supports graphiques publicitaires on line et l'animation d'un réseau d'affiliation pour le compte d'annonceurs clients.

Timetobuy apporte à Netbooster un nouveau savoir-faire à forte valeur ajoutée dans des "briques métiers" qui recouvrent les activités de studio de création médias et de plateforme et réseau d'affiliation.

#### **1.4.3 Profil One**

Au cours du second semestre 2006, la société Netbooster a acquis 100 % du capital et des droits de vote de la société Profil One, société par actions simplifiée au capital de 37 000 €, dont le siège social est situé : 11, rue Dieu – 75010 et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 444 450 597.

La société Profil One est spécialisée dans les activités d'audit, conception, exploitation de bases de données marketing pour le compte de clients annonceurs.

Profil One apporte à Netbooster un nouveau savoir-faire à forte valeur ajoutée dans des "briques métiers" qui recouvrent les activités de Datamining et de Data Marketing (analyse, segmentation et gestion de bases de données clients d'une part, et exécution de stratégies marketing de conquête et de fidélisation d'autre part).

#### **1.4.4 Pixidis**

Au cours du second semestre 2006, la société Netbooster a acquis 51 % du capital et des droits de vote de la société Pixidis, société à responsabilité limitée au capital de 8 000 €, dont le siège social est situé : 11, rue Dieu – 75010 et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 493 019 731.

La société Pixidis, créée à la fin de l'année 2006, est spécialisée dans le conseil en stratégie e-business notamment dans les domaines d'audit et de définition de stratégies marketing à destination des grands comptes.

### **1.5 Recherche et développement**

Au cours de l'exercice écoulé, la Société a engagé le développement de divers outils logiciels destinés à améliorer la gestion et le suivi de ses contrats.

Un projet de développement d'un progiciel de gestion intégrée a été lancé en collaboration avec une société spécialisée dans la mise en place et le développement de ce type d'outil. La contribution sur

l'exercice des services internes de Netbooster à la réalisation de ce projet s'est notamment élevée à 115 215 €. L'ensemble des frais de développement internes portés à l'actif des comptes au cours de l'exercice 2006 s'est élevé à 166 444 €.

Les investissements en recherche ont notamment porté sur le développement de nouveaux outils devant permettre de :

- améliorer l'efficacité du processus de référencement avec pour objectif d'accroître la productivité des services de production ;
- créer, développer et enrichir la gamme de l'offre de prestations connexes au référencement, créatrices de valeur ajoutée additionnelle ;
- accéder à de nouvelles technologies débouchant sur une proposition de prestations innovantes sur le marché du référencement français.

Les créances de crédit d'impôt recherche sont remboursables dans l'hypothèse où la Société ne pourrait les imputer sur l'impôt sur les bénéfices supporté au titre des trois années suivant celle de leur constatation.

Après le remboursement de la créance originaire de 2001 intervenu au début de l'année 2006, la créance originaire de 2002 (177 218 €) a fait l'objet d'un remboursement au cours du second semestre 2006.

Le montant total des frais de développement s'élève à :

- sur divers outils logiciels de production pour un montant de 70 481 €
- sur le développement d'un ERP pour un montant de 115 215 € de frais de développement internes et pour 51 229 € en frais de développement externes.

Ces frais n'ont donné lieu à aucun crédit d'impôt.

## 2 FILIALES ET PARTICIPATIONS

Votre société détient :

- 100 % du capital de la société Netbooster Ltd, société de droit britannique au capital de 50 000 GBP, dont le siège social est situé : Bloomsbury square – WC1A 2 RP Londres (Grande Bretagne) ; cette société a réalisé en 2006, un chiffre d'affaires de 1 680 484 GBP et un résultat net de 87 389 GBP ; NetBooster Limited s'est bien développée lors de l'exercice écoulé avec l'acquit de plusieurs nouveaux clients prestigieux dans un marché davantage mature que partout ailleurs en l'Europe.
- 100 % du capital de la société Netbooster GMBH, société de droit allemand au capital de 75 000 €, dont le siège social est situé : 34 Wittelsbacherallee – 60316 Francfort (Allemagne) ; cette société a réalisé en 2006, un chiffre d'affaires de 2 001 425 € et un résultat net de (17 770) € ; En 2006, NetBooster GMBH a focalisé ses efforts sur le recrutement et la formation d'une nouvelle équipe de production et redynamisé ses ventes.
- 100 % du capital de la société Netbooster Spain, société de droit espagnol au capital de 3 010 €, dont le siège social est situé : Alfonso XII, 8 – 28014 Madrid (Espagne) ; cette société a réalisé en 2006, un chiffre d'affaires de 1 705 788 € et un résultat net de 12 640 € ; avec une forte progression de son activité, NetBooster Spain a profité d'un marché en forte expansion pour étoffer son équipe et élargir son offre de services ainsi que son portefeuille clients.
- 50 % du capital de la société Buzz Lemon, société à responsabilité limitée au capital de 7 622 €, dont le siège social est situé : 11, rue Dieu – 75010 et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 432 373 561 : cette société a réalisé en 2006, un chiffre d'affaires de 214 878 € et d'une perte de 2 132 €. La société Buzz Lemon a développé son offre de marketing viral, particulièrement dans la niche des blogs.
- 20 % du capital de la société Reverso Group, société à responsabilité limitée au capital de 20 000 €, dont le siège social est situé : 11, rue Dieu – 75010 et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 432 687 804 : cette société a réalisé en 2006, un chiffre d'affaires de 507 831 € et un résultat net de (125 974) €. La société Reverso a souffert en 2006 du départ de l'un de ses associés et du repositionnement de son offre, ce qu'elle doit achever en 2007.
- 100 % du capital de la société Timetobuy, société anonyme au capital de 825 000 €, dont le siège social est situé : 11, rue Dieu – 75010 et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 428 831 655 ; cette société a réalisé en 2006, un chiffre d'affaires de 4 947 981 € et un résultat net de 262 777 €. L'exercice 2006 a été marqué par une progression de la marge brute et de la rentabilité notamment grâce au développement des activités d'affiliation et de production de catalogues numériques. Depuis la clôture de l'exercice, les produits de notre filiale viennent en complément de l'offre Netbooster pour former une gamme complète de services dans le e-marketing.
- 100 % du capital de la société Profil One, société par actions simplifiée au capital de 37 000 €, dont le siège social est situé : 11, rue Dieu – 75010 et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 444 450 597 ; cette société a réalisé en 2006, un chiffre d'affaires de 531 235 € et un résultat net de 161 265 € ; Profil One a bien développé son offre de Datamining et Datamarketing auprès de clients grands comptes, et préparé l'année 2007 avec un important effort de marketing au sein du portefeuille client du groupe NetBooster.

- 51 % du capital de la société Pixidis, société à responsabilité limitée au capital de 8 000 €, dont le siège social est situé : 11, rue Dieu – 75010 et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 493 019 731 ; cette société a réalisé en 2006, un chiffre d'affaires de 25 000 € et un résultat net de 15 800 €.

L'ensemble des comptes des entreprises consolidées ont été arrêtés au 31 décembre 2006, date de clôture des comptes de toutes les sociétés faisant partie du périmètre de consolidation.

### **3 RESULTATS DE CETTE ACTIVITE ET SITUATION FINANCIERE AU REGARD DU VOLUME DE LA COMPLEXITE DES AFFAIRES**

#### **3.1 Présentation des comptes – Méthodes d'évaluation**

Nous vous précisons que les comptes qui vous sont présentés ont été établis selon les mêmes formes et les mêmes méthodes que l'année précédente.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base de continuité d'exploitation et d'indépendance des exercices, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

En application des dispositions de l'article L. 232-6 du Code de commerce, nous vous précisons qu'aucune modification n'est intervenue dans la présentation des comptes annuels, comme dans les méthodes d'évaluation retenues.

#### **3.2 Résultats des comptes sociaux**

Au cours de cette période, le chiffre d'affaires net réalisé s'est élevé à 9 737 738,24 €, contre 6 688 103,80 € pour l'exercice précédent, soit une croissance de plus de 45 %.

Les charges d'exploitation ont été par ailleurs les suivantes :

- |   |                |
|---|----------------|
| – Achats de marchandises :                          | 604 €          |
| <i>contre € 3 200 pour l'exercice précédent</i>     |                |
| – Autres achats et charges externes :               | 6 858 651,35 € |
| <i>contre € 4 196 304 pour l'exercice précédent</i> |                |
| – Salaires et traitements :                         | 1 411 965 €    |
| <i>contre € 1 298 622 pour l'exercice précédent</i> |                |
| – Charges sociales :                                | 614 921 €      |
| <i>contre € 561 536 pour l'exercice précédent</i>   |                |
| – Impôts, taxes et versements assimilés :           | 115 212 €      |
| <i>contre € 58 105 pour l'exercice précédent</i>    |                |

Les dotations aux amortissements se montent au 31 décembre 2006 à 219 107 € contre 336 448 € pour l'exercice précédent.

Les dotations aux provisions pour dépréciation s'élèvent quant à elles à la même date à 39 044 € contre 24 718 € pour l'exercice précédent.

Les charges d'exploitation de l'exercice ont atteint au total 9 276 033 € contre 6 647 902 € pour l'exercice précédent.

Le résultat d'exploitation ressort pour l'exercice à 998 535 € contre 415 795 € pour l'exercice précédent.

Le résultat financier tient compte de produits pour 147 882 € tandis que les charges financières s'élèvent à 82 110 €, d'où un résultat financier de 65 772 €.

Quant au résultat courant avant impôts, il s'établit à 1 064 307 € contre 442 212 € pour l'exercice précédent.

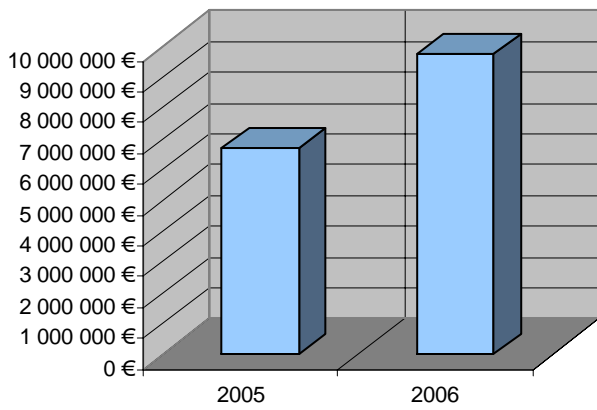
Après prise en compte :

- d'un résultat exceptionnel de (160 897) €, contre (321 474) € pour l'exercice précédent,
- de l'absence d'un impôt sur les sociétés contre un impôt sociétés de 1 352 € pour l'exercice précédent,

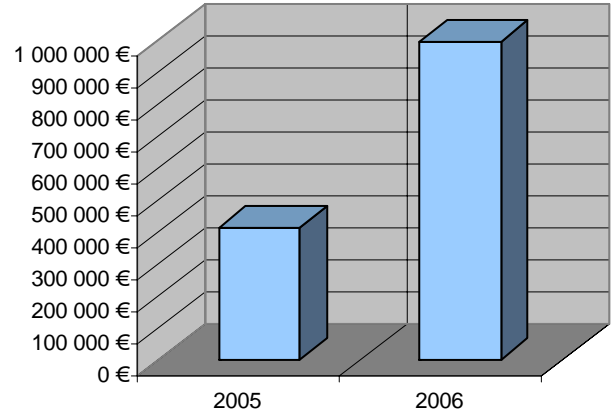
L'exercice clos le 31 décembre 2006 se traduit par un bénéfice de 903 410,23 € contre 122 090,45 € de bénéfice pour l'exercice 2005.

En Euros	31 décembre 2006	31 décembre 2005	Variation en %
Chiffre d'affaires net	9 737 738 €	6 686 263 €	46 %
Résultat d'exploitation	998 535,00 €	415 795,00 €	140 %
Résultat net	903 410,23 €	122 090,45 €	640 %

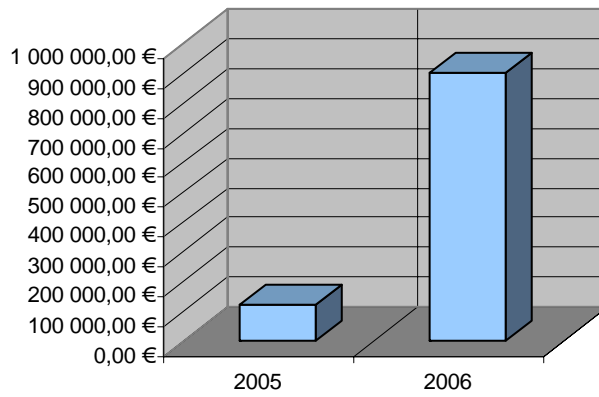
**Evolution du chiffre d'affaires net de la société Netbooster**



**Evolution du résultat d'exploitation de la société Netbooster**



**Evolution du résultat net de la société Netbooster**



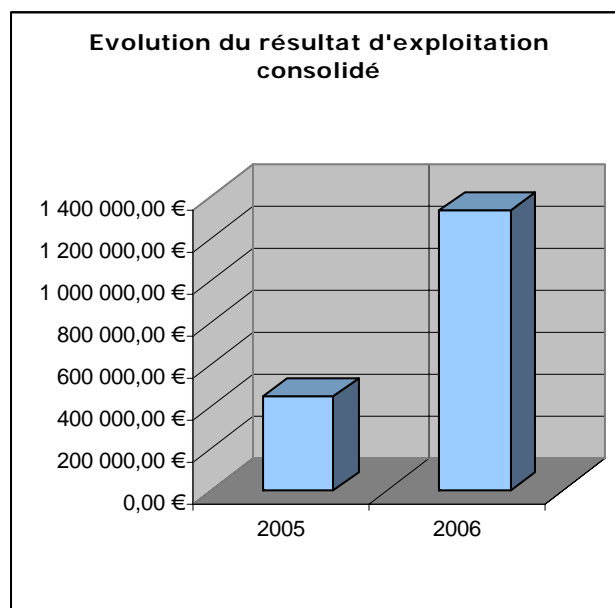
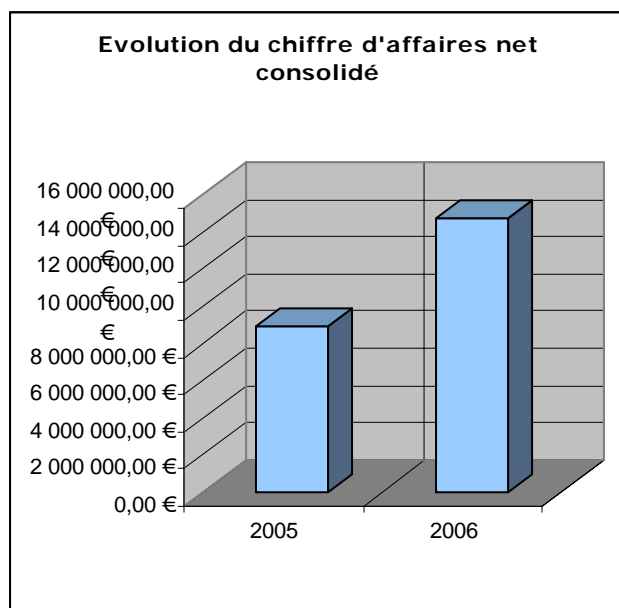
### 3.3 Résultats des comptes consolidés

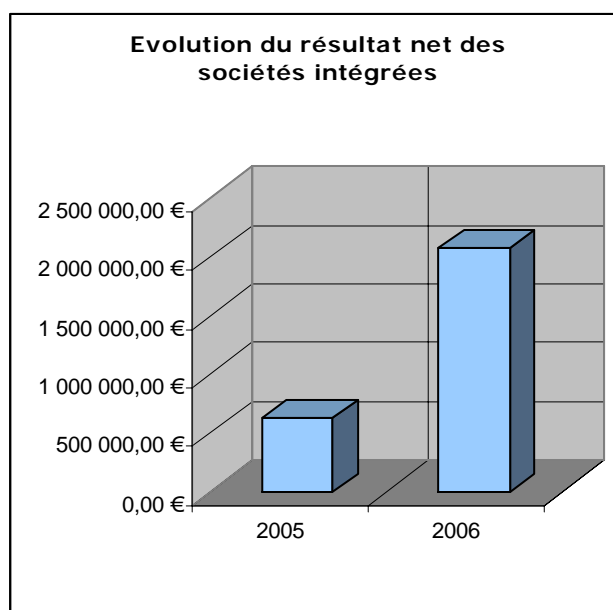
Au cours de cette période, le chiffre d'affaires 2006 s'est élevé à 14 756 010,00 € contre 8 900 851 € pour l'exercice précédent.

Le résultat d'exploitation s'élève à 1 332 497,00 €, le résultat courant s'élève à 1 381 686,00 €.

Le résultat net des sociétés intégrées s'élève à 2 071 033,00 € (avant amortissement des écarts d'acquisition, cote-part des sociétés mises en équivalence et part des minoritaires).

En Euros	31 décembre 2006	31 décembre 2005	Variation en %
Chiffre d'affaires net consolidé	14 756 010,00 €	8 900 851 €	166 %
Résultat d'exploitation consolidé	1 332 497,00 €	449 208,00 €	297%
Résultat net des sociétés intégrées	2 071 033,00 €	622 812 €	333 %





### 3.4 Dépenses non déductibles fiscalement

Conformément à l'article 223 quater du Code général des impôts nous vous demanderons également, lors de l'assemblée, de constater qu'aucune charge ni aucune dépense somptuaire visée à l'article 39-4 du même code n'a été enregistrée au cours de l'exercice.

### 3.5 Tableau des résultats des cinq derniers exercices

Au présent rapport est annexé, conformément aux dispositions de l'article R. 225-102, le tableau faisant apparaître les résultats de la société au cours de chacun des cinq derniers exercices.

## 4 AFFECTATION DU RESULTAT

Le conseil d'administration propose d'affecter le résultat bénéficiaire de l'exercice 2006 qui s'élève à 903 410,23 € de la manière suivante :

Poste à affecter	Poste affecté	Montant à affecter	Affectation
Report à nouveau antérieur	Report à nouveau <b>Total</b>	<b>(2 875 224,33) €</b>	
Résultat de l'exercice		903 410,23 €	
<b>Total</b>		<b>(1 971 814,10) €</b>	<b>(1 971 814,10) €</b>

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que la société n'a procédé à la distribution d'aucun dividende au titre des trois exercices précédents.

## **5 ACTIVITE DE LA SOCIETE DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE – PERSPECTIVES D'AVENIR**

### **5.1 Renforcement du Management de la Société**

Comme nous vous l'avions indiqué dans le rapport du Conseil d'Administration qui vous a été présenté lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société du 12 mars 2007, votre Société a renforcé, depuis le début de l'exercice 2007, ses équipes de direction avec l'annonce de la nomination de M. Stéphane Darracq en qualité de Directeur Général Délégué et le recrutement de M. Daniel Desandré en qualité de Directeur Administratif et Financier France et de Mlle Magali Bervillé en qualité de Directeur des Opérations.

### **5.2 Souscription par la Société d'un emprunt obligataire d'un montant de 20.000.000 € auprès d'investisseurs qualifiés**

Le Société a souscrit un emprunt obligataire d'un montant de 20.000.000 € auprès d'investisseurs qualifiés sous forme d'obligations convertibles en actions nouvelles.

Cette opération permet à de nouveaux investisseurs prestigieux de rejoindre Truffle Venture, l'investisseur financier historique de la Société et l'un des leaders du capital-risque Européen, pour accompagner NetBooster et son management dans son développement sur le long terme.

Cette opération permettra à NetBooster d'accélérer la mise en œuvre de sa stratégie de spécialiste européen du Marketing Online, et tout particulièrement :

- de bénéficier d'une flexibilité financière accrue pour mener à bien son programme de croissance externe en étant notamment en mesure de saisir les opportunités d'acquisitions ciblées en Europe dans un marché aux prémices de sa consolidation,
- d'accélérer la croissance organique en développant la démarche commerciale groupe s'appuyant sur une approche clients globale (« approche one stop shop »),
- d'asseoir sa présence paneuropéenne sur le terrain pour des stratégies clients multi-pays.

### **5.3 Signature d'un protocole d'acquisition de la société ADVance**

La Société a signé le 22 mars 2007 un protocole d'acquisition de la totalité du capital de la société ADVance, agence de Media Interactive travaillant pour le compte de clients annonceurs. Fondée en 2002 par Luca Ascani – personnalité reconnue de la NetEconomie en Italie - ADVance s'est imposée comme l'agence interactive leader indépendant en Italie dans le Marketing Online avec une implantation à Rome et à Milan. Comparable à celle de NetBooster, l'offre de services de ADVance s'articule autour des pôles suivants :

- Référencement payant (Liens Sponsorisés et Search Engine Marketing)
- Référencement naturel (Search Engine Optimisation)
- Conseil media online et gestion de campagnes media
- Affiliation (génération de trafic qualifié à la performance)
- Gestion de campagnes d'eMailing

NetBooster acquiert 100% du capital d'ADVANCE Srl pour un prix de 1,8 millions d'euros payable à la date de réalisation de la transaction avec un complément de prix (« earn-out ») dont le montant sera fonction des performances qui seront réalisées par ADVANCE sur les exercices 2007 et 2008. ADVANCE a réalisé un chiffre d'affaires 2006 de 5 millions d'euros pour un résultat d'exploitation de 264 000 euros. La trésorerie nette de ADVance sera d'environ Euros 150 000 à la date de réalisation.

L'acquisition sera financée entièrement en numéraire. Les actionnaires dirigeants d'ADVance s'engagent par ailleurs à réinvestir une part importante du prix d'acquisition dans le cadre d'une augmentation de capital de NetBooster, gage de leur forte adhésion au projet de développement ambitieux de NetBooster. La prise de contrôle d'ADVANCE par NetBooster devrait intervenir dans le courant du deuxième trimestre 2007.

## **6 DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES AUXQUELS LA SOCIETE EST CONFRONTEE.**

### **6.1 Risques liés à l'activité**

#### **6.1.1 Risques liés à l'évolution du marché et à l'environnement concurrentiel**

Les marchés sur lesquels évolue NETBOOSTER sont des marchés fortement corrélés à la conjoncture économique. Une baisse significative du marché de la publicité et du marketing on-line pourrait par exemple avoir un impact défavorable sur l'activité du Groupe, ses résultats, sa situation financière et sa capacité à réaliser ses objectifs.

Par ailleurs, les marchés du marketing on-line et plus particulièrement celui du référencement sont des marchés récents et concurrentiels sur lesquels de nombreux acteurs sont présents.

Cette intensité concurrentielle pourrait représenter un risque pour la Société en ce qui concerne sa position sur le marché. NETBOOSTER ne peut exclure que de nouveaux acteurs pénètrent le marché, ou qu'un acteur déjà présent ne décide de fédérer le marché, ce qui aurait pour effet de diminuer les parts de marché de la Société. Toutefois NETBOOSTER détient une position de leader sur le marché du search marketing avec une expérience de plus de 8 ans.

### **6.2 Risques sur la Propriété intellectuelle**

Le Groupe est titulaire de ses droits de propriété intellectuelle, et notamment ses marques et noms de domaine.

L'ensemble des marques du Groupe est géré par un Cabinet Spécialisé de Conseil en Propriété Intellectuelle. La Société est également propriétaire de nombreux noms de domaine dont l'ensemble de ceux utilisés dans le cadre de ses activités commerciales.

En matière de protection de logiciels, NETBOOSTER a déposé les programmes sources de trois de ses applicatifs (logiciel ROI, logiciel PPC et logiciel NVP) auprès de l'Association de Protection des Programmes (APP).

## 6.3 Risques clients

NETBBOSTER possède une offre Business to Business, tournée notamment vers les entreprises souhaitant développer leur notoriété et / ou leurs ventes sur Internet.

### 6.3.1 Concentration clientèle et dépendance

La clientèle de NETBOOSTER présente des profils extrêmement variés, aussi bien en termes de taille qu'en termes de secteurs d'appartenance. La Société détient ainsi une base clientèle développée et hétérogène avec plus de 900 comptes clients. Ajouté à cela, la Société bénéficie d'une diversité géographique de sa clientèle compte tenu de sa présence globale au niveau européen.

L'analyse des facturations hors taxes du Groupe, laisse apparaître une concentration des facturations émises au cours de l'exercice sur peu de clients. La perte de l'un des premiers clients pourrait ainsi être préjudiciable à la Société.

Afin de limiter le risque d'impayés, la Société a mis en place une procédure d'administration des ventes incluant la vérification du statut financier de ses clients, ainsi qu'un dispositif de relances clients, avec une personne dédiée.

### 6.3.2 Risques fournisseurs

Les principaux fournisseurs de la Société sont notamment les différents moteurs de recherche, moteurs de shopping et annuaires.

Le plus important fournisseur de NETBOOSTER est Google Adwords qui représentait, au 31 décembre 2006, plus de 50 % des achats totaux réalisés auprès des divers fournisseurs de trafic.

Compte tenu du fort développement des activités de SEM (trafic au Pay Per Clic et liens sponsorisés), et pour limiter sa dépendance vis-à-vis de peu de moteurs et outils de recherche et notamment vis-à-vis de Google, la Société a affiché une volonté de diversifier ses sources de production de clics. Aujourd'hui, la Société travaille notamment avec Google Adwords, Yahoo Search Marketing, Wanadoo Voilà, Pangora, Kelkoo, Le Guide, Miva Espotting, Position Technologies, Shopping.com, etc.

### 6.3.3 Risques d'internalisation de l'activité par les moteurs de recherche

L'arrivée d'intervenants du type de Google sur le marché a incontestablement contribué à développer les besoins et les services liés à la visibilité et au trafic sur Internet. Il n'est pas inenvisageable qu'un moteur de recherche ou annuaire prenne en charge, vis à vis des clients, tout ou partie des prestations que NETBOOSTER dispense actuellement.

Les développements sur Internet étant extrêmement véloces, ce risque n'est pas à exclure. La Société estime toutefois que ce risque est faible considérant l'ampleur des ressources humaines à mettre en œuvre pour prendre en charge le métier de NETBOOSTER.

### 6.3.4 Risques de déréférencement (« black-listage »)

Par le passé, Google a fait disparaître des sites web de son moteur de recherche en les « black listant ». Ces pratiques sont brutales et sans avertissement préalable. Google agit de la sorte lorsqu'il considère que les techniques utilisées pour optimiser la position d'un site ne sont pas dans le respect des bonnes pratiques. Ce genre d'incident peut toucher des clients de tout prestataire dans le

domaine du référencement. Aujourd'hui, les techniques mises en œuvre par NETBOOSTER relèvent de ces bonnes pratiques. Toutefois, ce domaine est très évolutif et l'interprétation des « bonnes pratiques » relève du bon vouloir de Google. L'occurrence de tels incidents n'est pas à exclure.

## **6.4 Risques liés aux évolutions technologiques**

### **6.4.1 Risque d'obsolescence technologique**

NETBOOSTER maîtrise l'ensemble des technologies liées à l'informatique et au monde d'Internet. Les plates-formes mises en place par la Société utilisent par ailleurs les technologies les plus récentes. En outre, l'équipe de R&D de NETBOOSTER est chargée de veiller à la mise à jour des systèmes compte tenu des évolutions des technologies web et liées aux moteurs de recherches, limitant ainsi le risque d'obsolescence de ses applications.

### **6.4.2 Risque lié à l'architecture technique**

L'ensemble des applications et des serveurs utilisés est standard et l'architecture technique de ses applications a été optimisée de manière à en favoriser les développements et la performance. La Société ne peut toutefois exclure qu'un dysfonctionnement ou une défaillance de ces nouvelles fonctions applicatives puisse survenir et perturber l'exploitation normale de la Société.

### **6.4.3 Risques liés à Internet**

Bien que la Société mette en œuvre les moyens adéquats pour assurer la sécurité et l'intégrité de ses systèmes informatiques, elle n'est pas en mesure de garantir une protection absolue contre les virus, et autres techniques d'intrusion des systèmes. Une telle action pourrait entraver le bon fonctionnement des systèmes informatiques, des plateformes et du serveur de la Société affectant ainsi la qualité de l'offre de la Société. Toutefois ces risques ne sont pas inhérents à NETBOOSTER et à son activité, mais à toutes les sociétés évoluant dans le secteur Internet et exploitant un réseau Internet.

La Société pourrait toutefois être amenée à l'avenir à procéder à des investissements ou à consacrer des ressources encore plus importantes pour faire face à l'accroissement de ces risques tenant plus particulièrement à la sécurité informatique sur Internet.

## **6.5 Risques liés à l'organisation de la société**

### **6.5.1 Risques humains**

Le capital humain de la Société est un élément essentiel de sa pérennité et de son développement. La fidélisation des collaborateurs est un enjeu primordial pour la Société.

Afin de contribuer à la fidélisation et à la motivation de ses collaborateurs, la Société a mis en place une politique d'actionnariat salarié par l'attribution d'actions gratuites pour l'ensemble des salariés du Groupe.

Pour assurer et conforter sa croissance, NETBOOSTER devra être capable d'attirer, de former, d'intégrer et de conserver de nouveaux collaborateurs qualifiés.

## **6.5.2 Dépendance à l'égard des dirigeants et des collaborateurs clefs**

Le succès de NETBOOSTER repose en grande partie sur la qualité et l'implication de ses dirigeants et administrateurs, de leurs collaborateurs et de l'équipe qu'ils ont constituée. La perte d'un ou plusieurs collaborateurs clés ou d'un dirigeant pourrait avoir un impact négatif significatif et obérer la croissance de la Société.

## **6.6 Risques de marché**

### **6.6.1 Risques de liquidité**

Compte tenu de sa situation de trésorerie disponible très favorable la Société considère que les risques auxquels elle est confrontée en la matière sont négligeables.

### **6.6.2 Risques de taux d'intérêt et d'endettement**

La Société a levé des fonds en Mars 2007 pour un montant de Euro 20 000 000 brut sous forme d'obligations convertibles d'une durée de 5 ans, avec un coupon fixe de 3% et une prime de remboursement de 3,2%.

Par ailleurs, la trésorerie de la Société est essentiellement investie en SICAV (Société d'Investissement à Capital Variable) monétaires.

### **6.6.3 Risques de taux de change**

En termes d'exploitation, les transactions de la Société avec ses clients et partenaires sont facturées en euros pour les sociétés françaises, allemandes et espagnoles et en livre sterling pour la filiale anglaise. Les comptes de la filiale anglaise étant exprimés en livres sterling, les fluctuations générées par les écarts de change GBP/EUR sont affectés, à la clôture, en résultat financier. La Société est donc exposée au risque de change en raison de son activité en Grande Bretagne, et, dans une moindre mesure, de ses relations commerciales aux États-Unis. Une évolution défavorable de la parité EUR / GBP, ou de la parité EUR / USD pourrait avoir un impact négatif sur le niveau d'activité et les états consolidés du Groupe exprimés en euros au cours des prochains exercices.

## **6.7 Risques liés à la réglementation applicable et à son évolution**

L'activité de NETBOOSTER n'est soumise à aucune réglementation particulière, ni à aucune autorisation administrative spécifique dans les pays où elle opère.

Toutefois, l'activité de la Société, en ce qui concerne ses prestations de liens sponsorisés, pourrait être soumise aux exigences réglementaires relatives à la loi anti-corruption n°93/122 du 29 janvier 1993, dite loi Sapin. Selon cette loi, les tarifs des espaces publicitaires doivent être connus de tous et les pratiques discriminatoires, ainsi que les commissions occultes, sont formellement interdites. Le législateur n'empêche pas les opérateurs de négocier leurs tarifs mais ils doivent cependant le faire dans un esprit de transparence.

## **6.8 Assurances et couverture des risques**

La politique de NETBOOSTER en matière d'assurances l'a conduite à se couvrir sur les risques significatifs liés à son activité auxquels elle est susceptible d'être exposée, et susceptibles d'être assurés. Elle continuera à appliquer cette même politique dans le cadre du développement futur de son activité.

Les polices d'assurances souscrites contiennent les exclusions et plafonds de garantie ainsi que les franchises habituellement imposées par les compagnies d'assurance sur le marché.

Les assurances en cours couvrent les biens, les locaux et la responsabilité civile de la Société selon des conditions habituellement appliquées dans la profession.

Les filiales de la Société sont également titulaires de contrats d'assurance conformément aux pratiques applicables respectivement en Grande Bretagne, Allemagne et Espagne.

Ces polices d'assurance sont annuelles et sont des contrats prévoyant des tacites reconductions année par année. Le Groupe estime que la nature des risques couverts par ces assurances est conforme à la pratique retenue dans son secteur d'activité.

## **6.9 Risques liés au passif et à l'intégration des sociétés acquises**

Lors des acquisitions de sociétés, NetBooster a pour politique de mener et de faire mener par des cabinets externes spécialisés des diligences sur les plans comptable et financier, juridique, opérationnel et social essentiellement servant à protéger la société des risques liés à de tels projets par le biais de (1) Mise en place de contrats de garanties de passif par les cédants ; (2) Mise en place et exécution dans les 6 mois suivant la prise de contrôle d'un plan d'intégration et de mitigation des risques identifiés.

## **7 INDICATIONS SUR L'UTILISATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS**

La société n'a recours à aucun instrument financier (couverture de change ou couverture de taux).

## **8 PARTICIPATION DES SALARIES AU CAPITAL SOCIAL**

### **8.1 Etat de la Participation des salariés au capital social (art. 225-102 du code de commerce)**

En application des dispositions de l'article 225-102 du Code de commerce, nous vous informons qu'au 31 décembre 2006, aucune action n'était détenue par des salariés de la société ou des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article 225-180 du Code de commerce, c'est-à-dire à travers un plan d'épargne entreprise, de plans partenariaux d'épargne salariale volontaire, ou d'actions figurant dans des fonds communs de placement d'entreprise.

## 8.2 Augmentation de capital réservée aux salariés dans le cadre d'un plan d'épargne salariale ou d'un plan partenarial d'épargne salariale

La loi n° 2001-152 du 19 février 2001 sur l'épargne salariale, a notamment modifié l'article L. 225-129 du Code de commerce, relatif aux augmentations de capital, et l'article L. 443-5 du Code du travail, relatif aux augmentations de capital réservées aux adhérents à un plan d'épargne entreprise et/ou à un plan partenarial d'épargne salariale volontaire.

Cette loi a notamment introduit à l'article L. 225-129-6 alinéa 2 du Code de commerce précité, une obligation périodique triennale selon laquelle, lorsqu'il apparaît que les actions détenues collectivement par les salariés représentent moins de 3% du capital social au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce, c'est-à-dire à travers un plan d'épargne entreprise, de plans partenariaux d'épargne salariale volontaire, ou d'actions figurant dans des fonds communs de placement d'entreprise, l'assemblée générale extraordinaire doit se prononcer sur un projet de résolution tendant à réaliser une augmentation de capital effectuée dans les conditions prévues à l'article L. 443-5 précité du Code du Travail.

Dans les conditions actuelles, il serait donc séant de se prononcer sur une augmentation du capital social d'un montant maximum de 16 486 €, réservée aux adhérents d'un plan d'épargne entreprise à mettre en place par la société et les sociétés qui lui sont liées dans les conditions prévues par les textes en vigueur et qui rempliront, en outre, les conditions qui seront éventuellement fixées par le Conseil d'administration.

Il serait opportun de proposer de rejeter cette augmentation de capital, étant rappelé que la société n'a conclu aucun plan d'épargne entreprise et/ou à un plan partenarial d'épargne salariale volontaire.

## 9 INFORMATIONS RELATIVES A L'ATTRIBUTION GRATUITE D' ACTIONS

Nous vous informons que, conformément à l'autorisation qui lui a été conférée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 13 avril 2006, le Conseil d'Administration a attribué gratuitement, lors de ses réunions des 20 avril 2006 et 26 septembre 2006, un nombre total de 160.152 actions de 0,10 € de valeur nominale chacune au bénéfice des salariés de la Société avec des critères d'acquisition définis pour chacun des salariés.

Conformément aux dispositions de la loi, le transfert effectif de propriété de ces actions aux salariés ne s'effectuera qu'au terme d'une période de deux ans à dater de leur attribution, si les salariés sont encore présents dans l'entreprise et que les critères d'acquisition définis par le Conseil d'Administration sont satisfaits pour chacun d'eux.

## 10 TABLEAU SUR LES DELEGATIONS EN MATIERE D'AUGMENTATION DE CAPITAL

Conformément aux dispositions légales imposées par l'Ordonnance du 24 juin 2004, vous trouverez ci-dessous un tableau récapitulatif des délégations de pouvoirs et/ou de compétence accordées par l'Assemblée Générale Extraordinaire au Conseil d'Administration en matière d'augmentation de capital et en cours de validité à la clôture de l'exercice.

Délégations de l'assemblée générale au conseil d'administration	Utilisation au cours de l'exercice	Fin de la délégation
<p><u>AG du 23.05.06</u> : délégation de compétence au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital immédiatement ou à terme par émission d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital avec maintien du droit préférentiel de souscription</p> <p>Plafond : montant nominal global de 250.000 € (plafond globalisé avec les deux délégations suivantes)</p>	Néant	22.07.08
<p><u>AG du 23.05.06</u> : délégation de compétence au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital immédiatement ou à terme par émission d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription.</p> <p>Plafond : montant nominal global de 250.000 € (plafond globalisé avec la délégation précédente et la délégation suivante)</p>	Délégation utilisée à hauteur de 83.500 €	22.07.08
<p><u>AG du 23.05.06</u> : délégation de compétence consentie au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital par incorporation de réserves, bénéfices, primes ou autres</p> <p>Plafond : montant nominal global de 250.000 € (plafond globalisé avec les deux délégations précédentes)</p>	Néant	22.07.08
<p><u>AG du 23.05.06</u> : autorisation donnée au conseil d'administration d'émettre des bons de souscription d'actions.</p> <p>Plafond : 312.680 bons de souscription d'actions.</p>	Autorisation utilisée à hauteur de 62.536 bons de souscription d'actions.	22.05.08

<p><u>AG du 23.05.06</u> : autorisation donnée au conseil d'administration de consentir des options de souscriptions ou d'achats d'actions de la société.</p> <p>Plafond : les options ne pourront donner droit à l'achat ou à la souscription de plus de 89.337 actions.</p>	Néant	22.05.09
<p><u>AG du 23.05.06</u> : autorisation donnée au conseil d'administration d'émettre des bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise au profit des salariés et dirigeants de la société.</p> <p>Plafond : 44.668 bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise.</p>	(l'assemblée générale du 12 mars 2007 a voté une résolution de même nature ce qui annule et remplace la présente délégation)	Néant
<p><u>AG du 15.11.06</u> : autorisation conférée au conseil d'administration à l'effet d'attribuer gratuitement des actions.</p> <p>Plafond : 549.529 actions.</p>	<p>Autorisation utilisée à hauteur de 31 459 actions gratuites</p> <p>(l'assemblée générale du 12 mars 2007 a voté une résolution de même nature ce qui annule et remplace la présente délégation)</p>	Néant
<p><u>AG du 15.11.06</u> : délégation de compétence au conseil d'administration à l'effet d'émettre des valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance.</p> <p>Plafond : 5.000.000 €.</p>	Néant	14.11.08
<p><u>AG du 15.11.06</u> : délégation de compétence au conseil d'administration à l'effet de procéder à des augmentations de capital réservées aux salariés.</p> <p>Plafond : montant nominal global de 16.485 €</p>	Néant	14.11.08

## 11 TITULAIRES DE PARTICIPATIONS SIGNIFICATIVES DANS LA SOCIETE

Par application des dispositions de l'article L.233-13 du Code de Commerce, nous vous informons que l'identité des personnes physiques et morales détenant directement ou indirectement un nombre d'actions du vingtième, du dixième, des trois vingtièmes, du cinquième, du quart, du tiers, de la moitié, des deux tiers ou des dix-neuf vingtièmes du capital social ou des droits de vote aux assemblées générales dans la Société à la fin du dernier exercice clos (31 décembre 2006) est la suivante :

Actionnaires	Nombre d'actions	% de capital	% droits de vote
Monsieur Pascal CHEVALIER	391 865	7,1%	7,1%
Monsieur Emmanuel BRIZARD	331 344	6,0%	6,0%
TRUFFLE VENTURE	1 397 771	25,4%	25,4%
<b>Total</b>	<b>2 120 980</b>	<b>38,6%</b>	<b>38,6%</b>

## 12 LISTE DES MANDATAIRES SOCIAUX ET DES MANDATS EXERCES DANS TOUTE SOCIETE PAR CHACUN DES MANDATAIRES SOCIAUX

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de Commerce, nous vous présentons la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés au sein de la Société par chacun des mandataires sociaux.

### 12.1 Monsieur Pascal Chevalier

Monsieur Pascal Chevalier, Président et Directeur Général à compter du 6 janvier 2006 et Président du Conseil d'Administration de Netbooster depuis le 26 septembre 2006, est également :

- Président de la société Trinova Création, société par actions simplifiée au capital de 40 650 €, ayant son siège social : 17, avenue Charles de Gaulle - 69 370 St Didier au Mont d'Or immatriculée au RCS de Lyon sous le numéro 424 936 482 ;
- Administrateur de la société Trinova, société anonyme au capital de 1 197 060 €, ayant son siège social : 17, avenue Charles de Gaulle - 69 370 St Didier au Mont d'Or immatriculée au RCS de Lyon sous le numéro 411 877 657,
- Administrateur de la société Archipel SA, société anonyme au capital de 95 600 €, ayant son siège social 101, rue Jean Jaurès - 92 300 Levallois-Perret, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 410 773 279,
- Président du Conseil d'Administration et Administrateur de la société Timetobuy, au capital de 825 000 €, ayant son siège social 11, rue Dieu – 75010 Paris et immatriculée au R.C.S. de Paris sous le numéro 428 831 655.
- Gérant de la « Société civile immobilière LES TENNIS DE CHAILLY », au capital de 66 000 €, ayant son siège social social 7, route de Fontainebleau 77930 CHAILLY EN BIÈRE, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de MELUN sous le numéro 323 362 582,

- Gérant de la société civile immobilière « IMMO VENTURE 1 », au capital de 30 000 € ayant son siège social 49, rue de l'Est 92100 BOULOGNE, non encore immatriculée au registre du commerce et des sociétés de NANTERRE

## **12.2 Monsieur Stéphane Darracq**

Monsieur Stéphane Darracq, administrateur de Netbooster depuis le 14 février 2006, et Directeur Général Délégué depuis le 19 décembre 2006 est également :

- Gérant de la société Adelandre Conseil et Investissement, société à responsabilité limitée au capital de 10 000 €, ayant son siège social La Mignarde - Les Pinchinats – 13100 Aix en Provence et immatriculée au R.C.S. de Aix en Provence sous le numéro 490 055 894,
- administrateur de la société Timetobuy, au capital de 825 000 €, ayant son siège social 11, rue Dieu – 75010 Paris et immatriculée au R.C.S. de Paris sous le numéro 428 831 655.
- Administrateur de la société Digital & Voice Solutions Ltd, au capital de 1 000 £, ayant son siège Devonshire House, 60 Goswell Road, Londres EC1M 7AD et immatriculée sous le numéro 04669434 à Londres
- Administrateur de la société Financière Proxalan SA, au capital de 36 000 Euros, ayant son siège 3 Rue Guillaume Kroll, Luxembourg L1882 et immatriculée au registre du commerce de Luxembourg sous le numéro B102549

## **12.3 Monsieur Jean-Pierre Eskenazi**

Monsieur Jean-Pierre Eskenazi, administrateur de Netbooster depuis le 14 février 2006, est également:

- Gérant de la société EF & Cie au capital de 10 715 € ayant son siège social 16, place Vendôme – 75001 PARIS et immatriculée au R.C.S. de Paris sous le numéro 445 369 192,
- Gérant de la société GIPEY, société civile au capital de 1 000 €, ayant son siège social est situé 54, rue du Ranelagh – 75016 PARIS et immatriculée au R.C.S. de Paris sous le numéro 492 472 691 ;
- Président de la société Xinek, société par actions simplifiée au capital de 410 527 ayant son siège social est 18, rue de la Michodière – 75002 Paris et immatriculée au R.C.S. de Paris sous le numéro 489 883 819

## **12.4 Monsieur Emmanuel Brizard**

Monsieur Emmanuel Brizard, administrateur de Netbooster depuis le 6 janvier 2006, est également :

- administrateur de la société anonyme Maximiles, au capital de 278 130 € ayant son siège social 3 rue d'Uzès - 75002 Paris, et immatriculée au R.C.S. de Paris sous le numéro 428 254 874
- Gérant de la société Airways Partenaires Productions, société à responsabilité limitée au capital social de 10 000 €, ayant son siège social : 5 rue d'Amboise – 75002 PARIS, et immatriculée au R.C.S. de Paris sous le numéro 428 254 874
- Gérant de la société E-BRAIN TECHNOLOGY, société à responsabilité limitée au capital social de 7 622 €, ayant son siège social : 5 rue d'Amboise – 75002 PARIS, , et immatriculée au R.C.S. de Paris sous le numéro 431 847 805

- Gérant de la société « Stratégie et Mesure de Satisfaction », société à responsabilité limitée au capital social de 8 000 €, ayant son siège social : 3, rue d'Uzes – 75002 PARIS, et immatriculée au R.C.S. de Paris sous le numéro 402 877 856.

## **12.5 Monsieur Bernard-Louis Roques**

Monsieur Bernard-Louis Roques, représentant légal de la S.A.S Invest In Europe, administrateur de Netbooster depuis le 14 février 2006, est également :

- Directeur Général et administrateur de la société Invest un europe SAS, au capital de 1 000 000 €, ayant son siège social 54,avenue Hoche – 75008 Paris et immatriculée au R.C.S. de Paris sous le numéro 432 942 647
- Gérant de la société Spinoff II S.A.R.L. au capital de 1 euros, ayant son siège social 25 rue Marbeuf – 75008 Paris et immatriculée au R.C.S. de Paris sous le numéro 483 222 493
- Administrateur de la société Phone Systems & Network S.A. au capital de 787 752 euros, ayant son siège social 22,rue Mozart – 92110 Clichy et immatriculée au R.C.S. de Nanterre sous le numéro 390 081 156
- Administrateur de la société ESI Group S.A. au capital de 17.553.381 euros, ayant son siège social 8, Rue Christophe Colomb – 75008 PARIS et immatriculée au R.C.S. de Paris sous le numéro 381 080 225
- Administrateur de la société Deny All S.A. au capital de 535 720 euros, ayant son siège social 23 rue Notre Dame Des Victoires – 75002 Paris et immatriculée au R.C.S. de Nanterre sous le numéro 439 674 847
- Administrateur de la société Equitime S.A. au capital de 86 900 euros, ayant son siège social 1 allée de Certze – 38610 Gieres et immatriculée au R.C.S. de Nanterre sous le numéro 424 389 815
- Administrateur de la société Isis Innovation S.A. au capital de 1 450 000 euros, ayant son siège social 6 rue des Frères Boude – 31100 Toulouse et immatriculée au R.C.S. de Nanterre sous le numéro 480 998 830
- Membre du conseil de surveillance de la société MoMAc Wireless Holdings BV, ayant son siège social Rivium 1e straat 9, 2909 LE Capelle aan den IJssel, Postbus 4093, 3006 AB Rotterdam.

## **12.6 Monsieur Eric Cuong Tong**

Monsieur Eric Cuong Tong, administrateur de Netbooster depuis le 13 avril 2006 est également :

- Président de la société LA CHOSE, SAS au capital de 900 000 €, ayant son siège social 10, rue Simon Lefranc – 75004 PARIS et immatriculée au R.C.S. de Paris sous le numéro 489 150 110
- Administrateur de la société NOVAPRESS, société anonyme au capital de 2 401 696 €, ayant son siège social 33, rue du Faubourg Saint Antoine – 75011 PARIS et immatriculée au R.C.S. de Paris sous le numéro 321 798 290
- Gérant de la société civile ZELTONG 5 CH, société civile au capital de 3 050 504,83 €, ayant son siège social 8, rue Boissonnade – 75014 PARIS et immatriculée au R.C.S. de Paris sous le numéro 415 291 814

## **13 GOUVERNANCE D'ENTREPRISE ET RAPPORT SUR LE CONTROLE INTERNE**

Nous vous rappelons que la direction générale de la société est assurée par le Président et Directeur Général, assisté d'un Directeur Général Délégué.

Conformément à l'article 117 de la loi 2003-7069 du 1er août 2003 sur la sécurité financière, le Président rendra compte, dans le rapport joint au présent rapport de gestion, des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place par la société.

## **14 COMMISSAIRES AUX COMPTES**

### **13.1 Mandat des Commissaires aux Comptes**

Le mandat de Monsieur Jean-Yves HANS, co-commissaire au compte titulaire et celui de Monsieur Yves TUBIANA, co-commissaire au compte suppléant expireront lors de l'assemblée générale qui approuvera les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Le mandat de la société DELOITTE & ASSOCIES, co-commissaire au compte titulaire et celui de la société BEAS, co-commissaire au compte suppléant expireront lors de l'assemblée générale qui approuvera les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

### **13.2 Rémunérations perçues par les Commissaires aux Comptes (L. 820-3)**

Nous vous indiquons que le montant des sommes versées aux Commissaires aux Comptes au cours de l'exercice s'élève à [...] € hors taxe et se répartissent entre les deux cabinets comme suit :

- DELOITTE & ASSOCIES : 43 000 € hors taxes
- Monsieur Jean-Yves Hans : 7 150 € hors taxes

## **15 CONVENTIONS VISEES AUX ARTICLES L. 225-38 ET SUIVANTS DU CODE DE COMMERCE**

Nous vous demandons, conformément à l'article L. 225-40 du Code de commerce, d'approuver les conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce et conclues au cours de l'exercice écoulé après avoir été régulièrement autorisées par votre Conseil d'administration.

Vos Commissaires aux Comptes ont été dûment avisés de ces conventions qu'ils ont décrites dans leur rapport spécial.

## 16 MODIFICATION DES STATUTS (DECRET DU 11 DECEMBRE 2006)

Aux fins de mettre en conformité les statuts de la Société avec les dispositions du décret du 11 décembre 2006 modifiant le décret du 23 mars 1967 nouvellement codifié, nous vous proposons de modifier le point 2 de l'article 25 des statuts comme suit :

### « ARTICLE 25 – Assemblées Générales

[...]

*« La participation aux assemblées générales sous quelque forme que ce soit est subordonné à un enregistrement ou à une inscription des actions dans les conditions et délais prévus par la réglementation en vigueur. Le conseil d'administration dispose de la faculté d'accepter les formulaires de vote et les procurations qui parviendraient à la société au-delà de la date limite prévue par la réglementation en vigueur. »*

[...]

## 17 CONCLUSION

Pour conclure, nous vous demandons de bien vouloir approuver ces comptes qui ont été établis avec sincérité, et donner au Conseil d'administration, quitus de sa gestion et à vos Commissaires aux comptes quitus de leur mission.

Nous restons à votre entière disposition pour répondre aux questions que vous voudrez bien nous poser préalablement au vote des résolutions qui seront soumises à vos suffrages.

**Le Conseil d'Administration**

# **RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL ET LE CONTROLE INTERNE**

## ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE

DU MARDI 12 JUIN 2007

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

Conformément à l'article 117 de la loi de Sécurité Financière du 1er août 2003 et aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce, l'objet de ce rapport est de rendre compte des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place par le Groupe NetBooster, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2006.

### **1 CONDITIONS DE PREPARATION ET D'ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL**

#### **1.1 Répartition du capital social**

Le capital de la société est détenu à hauteur de 79,5 % par des personnes morales et physiques et à hauteur de 20,5 % par divers actionnaires minoritaires.

#### **1.2 Composition du Conseil**

Le Conseil d'administration est à ce jour, composé de 6 membres. La durée du mandat de chaque administrateur est de six années.

Vous trouverez en annexe au présent rapport les noms des administrateurs en fonction, les dates de prise d'effet et d'expiration de leurs mandats, les fonctions exercées par eux dans la société ainsi que les fonctions et mandats exercés dans d'autres sociétés.

Les principales qualités attendues d'un administrateur sont l'expérience de l'entreprise, l'engagement personnel dans les travaux du Conseil, la compréhension du monde économique et financier, la capacité de travailler en commun dans le respect mutuel des opinions, le courage d'affirmer une position éventuellement minoritaire, le sens des responsabilités à l'égard des actionnaires et des autres parties prenantes, l'intégrité.

### **1.3 Conditions de préparation des travaux du Conseil d'Administration**

Le Président :

- arrête les documents préparés par les services internes à l'entreprise,
- organise et dirige les travaux du Conseil d'administration,
- s'assure que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission et veille notamment à ce qu'ils disposent des informations et documents nécessaires à l'accomplissement de leur mission,

Le Conseil d'administration n'est pas assisté de comité. Cependant, il existe un comité de direction (CODIR) composé du Président Directeur Général et du Directeur Général Délégué et des directeurs opérationnels de la société.

### **1.4 Conditions d'organisation des travaux du Conseil**

Le Président organise les travaux du Conseil dont le fonctionnement n'est pas régi par un règlement intérieur.

Aux rendez-vous obligatoires du Conseil (arrêté des comptes annuels) s'ajoutent les réunions trimestrielles à date fixes et celles dont la tenue est justifiée par la marche des affaires.

#### **1.4.1 Les réunions du Conseil et la participation aux séances**

Le Conseil d'administration est convoqué par le Président huit jours à l'avance par lettre simple ou convocation verbale.

Au cours de l'exercice écoulé, le Conseil d'administration s'est réuni 14 fois.

Les séances du Conseil d'administration ont été présidées par le Président du Conseil.

#### **1.4.2 Les comptes-rendus de séance**

Le procès-verbal de chaque réunion est établi par le président du Conseil d'administration, assisté par un secrétaire de séance sur compte rendu du Président. Puis le procès verbal est arrêté par le Président qui le soumet à l'approbation des Administrateurs lors de la séance suivante. Il est retranscrit dans le registre des procès-verbaux après signature du Président et d'un administrateur.

#### **1.4.3 L'information du Conseil**

A l'occasion des séances du Conseil : les administrateurs reçoivent tous les documents et informations nécessaires à l'accomplissement de leur mission. Hors séances du Conseil : les administrateurs reçoivent régulièrement toutes les informations importantes concernant la société.

## **1.5 Restrictions apportées aux pouvoirs du Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués**

Les pouvoirs du Directeur Général et du Directeur Général délégué ne font l'objet d'aucune limitation statutaire, ni d'aucune limitation par le Conseil.

## **2 PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE MISES EN PLACE PAR LA SOCIETE**

Les objectifs du contrôle interne sont :

- d'une part, veiller à ce que les actes de gestion ou de réalisation des opérations ainsi que les comportements des collaborateurs s'inscrivent dans le cadre défini par les orientations données aux activités de l'entreprise par les organes sociaux, par les lois et règlements applicables, et par les valeurs, normes et règles internes à l'entreprise ;
- d'autre part, vérifier que les informations comptables, financières et de gestion communiquées aux organes sociaux de la société reflètent avec sincérité l'activité et la situation de la société.

Le Système de contrôle interne vise, entre autres, à prévenir et maîtriser les risques résultant de l'activité de l'entreprise et les risques d'erreurs ou de fraudes, en particulier dans les domaines comptable, financier et juridique. Comme tout système de contrôle, il ne peut cependant fournir une garantie absolue que ces risques sont totalement éliminés.

Le contrôle interne mis en place au sein de la société s'appuie sur les outils suivants :

- l'établissement mensuel de tableaux de bord des principales données commerciales, financières et comptables lesquelles font l'objet de comparaison avec un budget annuel;
- une revue régulière de points définis dans des cadres formalisés en interne.

Les acteurs privilégiés du contrôle interne sont : le Président Directeur général, le Directeur Général délégué assistés du Directeur administratif et financier, du service d'administration des ventes et de l'expert-comptable de l'entreprise.

## **2.1 Procédures internes de contrôle et d'autorisation**

### **2.1.1 Procédures internes en vigueur au sein de la société NetBooster**

#### **2.1.1.1 Programmes de contrôle au niveau de la Direction générale**

Les données comptables et budgétaires d'activité sont examinées et analysées mensuellement avec le Comité de Direction.

Des réunions d'analyse et d'évaluation sont organisées mensuellement avec le Comité de Direction au cours desquelles sont effectuées des revues budgétaires et opérationnelles (mensuellement et autant que de besoin). Les programmes d'investissement sont définis avec ces responsables.

La société assure, dans le cadre de sa direction juridique et financière et en collaboration avec ses conseils habituels, le traitement des dossiers et/ou contentieux de la société susceptibles de générer des risques significatifs.

#### **2.1.1.2 La mise en place de procédures de contrôle au niveau opérationnel :**

Le contrôle interne est effectué au moyen de méthodes adéquates définies par la direction générale, et précisées en détail pour chaque activité. Ces méthodes sont adaptées aux spécificités desdites activités.

### **2.1.2 Procédures internes mises en œuvre au sein des filiales**

Le contrôle interne en place au sein de chaque filiale du Groupe repose sur les fondements principaux suivants :

- la reconnaissance de la pleine responsabilité des dirigeants des sociétés du Groupe,
- un système de reporting financier et opérationnel sur une base mensuel,
- une revue mensuel en comité de direction filiale et une revue ponctuelle de points définis dans des cadres formalisés ou ponctuels,

Tout en privilégiant les critères suivants :

- un critère de réactivité, afin d'accompagner l'autonomie de chaque société dans la gestion de ses affaires,
- un critère de souplesse pour que les dirigeants des Sociétés du Groupe exercent pleinement leurs responsabilités,
- un critère de simplicité afin que le processus de contrôle interne reste adapté à la taille des entreprises composant le Groupe.

### **2.1.2.1 La mise en place de programmes de contrôle au niveau de la Direction Générale des filiales**

Chaque filiale met en œuvre des reporting mensuels comptables et financiers, analysés avec les responsables concernés.

Des réunions d'analyse et d'évaluation sont organisées entre la Direction Générale et les responsables des entités concernées en Comité de Direction Filiale.

Chaque filiale organise des réunions d'analyse et d'évaluation sur tout sujet méritant une intervention ponctuelle.

Chaque filiale assure, dans le cadre de sa direction juridique :

- le traitement des dossiers et/ou contentieux de la société (et le cas échéant, le traitement de ceux des filiales en liaison avec celles-ci) susceptibles de générer des risques significatifs,
- l'assistance juridique de la société et de ses filiales.

### **2.1.2.2 La mise en place de procédures de contrôle au niveau opérationnel**

Dans les filiales, le contrôle interne est effectué au moyen de méthodes adéquates définies par les responsables des sociétés concernées, et détaillées au niveau de chaque entité, afin qu'elles soient adaptées aux spécificités internes ou externes des sociétés. Il appartient aux sociétés de veiller à la mise en place de contrôles appropriés sur les entreprises relevant de leur secteur, qui soient adaptés à leurs activités, fonctionnement ou environnement.

### **2.1.2.3 Procédure d'élaboration de la consolidation des comptes**

Bien que le groupe Netbooster ne soit pas soumis à une obligation légale, des comptes consolidés sont cependant présentés deux fois par an.

Il est rappelé que les états financiers consolidés du Groupe NetBooster sont établis en conformité avec les principes comptables généralement admis en France et au règlement CRC 99-02 homologué par arrêté du 22 juin 1999. Les procédures d'élaboration de la consolidation des comptes sont décrites ci-dessous :

#### **Cadre général, arrêté de comptes, audit et communication financière**

La consolidation des comptes du Groupe est réalisée à partir des remontées de liasses de consolidation préparées par les filiales selon un calendrier diffusé à l'ensemble des responsables financiers et comptables. La consolidation est réalisée 2 fois par an. La consolidation annuelle ainsi que la consolidation semestrielle au 30 juin sont réalisées de manière exhaustive.

Les états financiers annuels et semestriels sont arrêtés à l'issue d'un Conseil d'Administration statuant sur les comptes sociaux et consolidés, après que les Commissaires aux Comptes aient finalisé leurs travaux de révision. Les communiqués financiers ne sont diffusés qu'une fois les comptes audité et arrêtés par le Conseil d'Administration. Ces communiqués sont rédigés par la direction générale de la société et sont transmis pour approbation au Conseil d'administration. Ils sont enfin transmis pour avis et commentaires aux Commissaires aux Comptes une semaine avant la publication officielle. Les résultats du Groupe sont publiés semestriellement dans un souci constant d'amélioration de la transparence de l'information financière.

### Arrêté de comptes dans les filiales

Les responsables comptables de chaque filiale procèdent à l'arrêté des comptes sociaux, leur travail étant formalisé dans un dossier de révision comprenant les principaux documents et états de contrôle. Ils préparent les liasses de consolidation qui remonteront au siège. Les responsables comptables sont le plus souvent conseillés par des experts comptables pour les questions d'ordre social et fiscal. Les ajustements de consolidation rendus nécessaires par l'utilisation du référentiel comptable Groupe sont clairement identifiés et documentés dans un dossier de révision.

### Consolidation

Les liasses de consolidation établies sur la base des règles Groupe sont envoyées à l'expert comptable du siège et font l'objet d'un examen détaillé. Après saisie de l'ensemble des liasses de consolidation des filiales, les principaux retraitements de consolidation sont comptabilisés. A l'issue de ces opérations, un dossier complet de consolidation est constitué. Après vérification, le dossier de consolidation est transmis aux Commissaires aux Comptes.

#### **2.1.2.4 Contrôle de la qualité des informations financières et comptables**

La direction financière du Groupe s'assure par une revue limitée ou exhaustive de la cohérence des liasses de consolidation transmises par les filiales.

D'une manière générale, les informations financières et comptables communiquées par les filiales et qui servent à la préparation des informations Groupe à destination de la communauté financière, des Commissaires aux Comptes ou des utilisateurs en interne, font l'objet d'une vérification approfondie par la direction financière.

## **2.2 Procédure de Diligence d'Acquisition et d'Intégration des Filiales acquises**

La société a mis en place des procédures de diligence des sociétés cibles d'acquisition impliquant tant membres de l'équipe de Direction de la société (pour les aspects commerciaux, opérationnels, technologiques et financiers) que des intervenants spécialisés externes à la société (Experts Comptables, juristes).

Un plan d'intégration, résultant des conclusions des diligences est systématiquement mis en place afin de piloter l'intégration des filiales acquises et de réduire les risques post acquisition.

## **2.3 Procédures externes de contrôle**

### **2.3.1 Les Commissaires aux Comptes**

Ils ont une mission permanente et indépendante de vérifier les valeurs et documents comptables de la société, de contrôler la conformité de la comptabilité aux règles en vigueur, ainsi que de vérifier la concordance avec les comptes annuels et la sincérité des informations donnés dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes de la société. La société est dotée de deux Commissaires aux Comptes.

La société recourt par ailleurs aux services des Commissaires aux Comptes dans la limite de la réglementation, pour des interventions ponctuelles nécessitant leur expertise.

### **2.3.2 Les prestataires extérieurs spécialisés**

La société ou ses filiales se réservent par ailleurs le recours ponctuels à des prestataires extérieurs spécialisés.

*Fait le 11 avril 2007 à Paris,*

**Pascal Chevalier,**

**Président du Conseil d'Administration.**

# **RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

**Jean-Yves HANS**  
6 place du Général Leclerc  
92300 LEVALLOIS PERRET

**DELOITTE & ASSOCIES**  
81 boulevard de Stalingrad  
69100 VILLEURBANNE

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et à votre demande, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société NetBooster relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2006, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

## **1 OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDES**

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 4 de l'annexe qui précise la manière dont les informations comparatives pro forma ont été établies et indique que ces informations ne sont pas nécessairement représentatives de la situation financière ou des performances qui auraient été constatées si l'opération était survenue à une date antérieure à celle de sa survenance réelle.

## **2 JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS**

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La note 3.4 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à l'amortissement des écarts d'acquisition et au principe de traitement et de suivi des écarts d'évaluation. Nos travaux ont consisté à apprécier le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe.

La note 3.9 sur les comptes consolidés expose les modalités de comptabilisation et d'évaluation des impôts différés et la note 5.8 en détaille les effets sur les comptes. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus, leur correcte application et les informations fournies dans les notes aux états financiers.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

### **3 VERIFICATION SPECIFIQUE**

Nous avons également procédé à la vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion, conformément aux normes professionnelles applicables en France. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Levallois-Perret et Villeurbanne, le 25 avril 2007

Les Commissaires aux Comptes

**Jean-Yves HANS**

**DELOITTE & ASSOCIES**

Dominique VALETTE